

(N° 246)

Chambre des Représentants,

SÉANCE DU 14 MAI 1924.

**PROJET DE LOI APPROUVANT LA CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA SIMPLIFICATION
DES FORMALITÉS DOUANIÈRES, CONCLUE A GENÈVE
LE 3 NOVEMBRE 1923.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Une conférence internationale pour la simplification des formalités douanières, convoquée par la Société des Nations, s'est tenue à Genève du 15 octobre au 3 novembre 1923. Ses délibérations ont porté sur un programme détaillé et précis, élaboré par le Comité économique de la Société, avec la collaboration d'experts techniques appartenant à de nombreux pays. Elles ont abouti à la conclusion d'une Convention que, d'après les ordres du Roi, nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation.

Trente-cinq États, dont trente et un membres de la Société des Nations, étaient représentés à la Conférence de Genève. Les délégués de trente-deux d'entre eux ont émis un vote favorable à la Convention issue des délibérations de celle-ci, et vingt-deux États ont autorisé leurs délégués à mettre leur signature au bas de cet acte international avant la séparation de la Conférence. La Convention doit, en vertu de l'article 23, rester ouverte à la signature des autres États jusqu'au 31 octobre 1924; il ne paraît pas douteux qu'avant l'expiration de ce délai, d'autres pays, représentés ou non à la Conférence de Genève, viendront en grand nombre se joindre à ceux qui l'ont signée à la date du 3 novembre 1923.

A côté des délégués des États, siégeait une délégation de la Chambre de Commerce internationale, invitée par le Conseil de la Société des Nations à prendre part à la Conférence à titre consultatif. Cet organisme, dont l'action s'étend, par l'intermédiaire de comités nationaux, sur un grand nombre de pays, avait mis à l'étude, depuis de longs mois, des questions portées au programme de la Conférence et avait donné au monde des affaires l'occasion de formuler sur ces

questions des vues d'un caractère essentiellement pratique. La Chambre de Commerce internationale put ainsi apporter à la Conférence une collaboration qui exerça l'influence la plus heureuse sur le résultat de ses travaux.

*
* *

La convention intervenue contient plusieurs catégories de dispositions. Les unes comportent des engagements d'un caractère général et visent plutôt le respect de certains principes que l'obligation d'appliquer une réglementation déterminée : le but des mesures à prendre est indiqué, la nature même des mesures, les modalités de leur application sont laissées à l'appréciation des États. D'autres dispositions impliquent au contraire des engagements concrets et formels sur des matières nettement définies. D'autres encore ont le caractère de simples recommandations.

Dans la première catégorie se classent notamment les articles 1, 2 et 3. Le premier tend à la simplification des formalités douanières, prises dans leur ensemble. Le second stipule l'obligation d'observer strictement, en matière de réglementation douanière, le principe du traitement équitable du commerce. Le troisième vise la réduction des prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation, et définit en même temps les règles qui doivent présider à l'application du régime des licences ; la Délégation belge est spécialement intervenue pour faire introduire, en cette matière, des précisions allant au delà du programme initial de la Conférence, et elle a rencontré sur ce point, comme sur d'autres d'une utilité pratique incontestable, l'appui, très efficace, de la Chambre de Commerce internationale.

L'article 7 de la Convention doit être signalé à cette place, en ce sens qu'il se rattache plus spécialement à l'application des trois articles qui viennent d'être mentionnés. Il comporte l'obligation, pour les États contractants, de remettre périodiquement, au Secrétaire Général de la Société des Nations, un résumé des mesures prises par eux pour assurer la simplification des formalités douanières. Ainsi, il sera possible de suivre les progrès réalisés, par chaque pays, dans la voie que trace la Convention. Il y a là une sorte de sanction morale, propre à créer entre les États une émulation très profitable au commerce international.

La Conférence de Gênes avait mis en lumière la nécessité de donner une publicité rapide et étendue aux mesures de nature douanière, qu'il s'agisse des tarifs de douane ou de la réglementation proprement dite. Cette idée, comme d'autres d'ailleurs qui avaient été discutées dans cette réunion internationale, a été reprise par la Conférence de Genève, qui l'a traduite sous la forme de dispositions précises et explicites, groupées dans les articles 4, 5 et 6 de la Convention du 3 novembre 1923. Il s'agit d'engagements formels, bien définis, dont le commerce peut attendre d'heureux effets. Nous soulignerons ici la consécration qui est donnée en quelque sorte, par l'article 6, à une institution qui a son siège à Bruxelles, où elle fonctionne depuis plus de trente ans : le « Bureau international pour la publication des tarifs douaniers ».

D'un caractère concret et formel sont également les obligations prescrites

à l'article 10 en ce qui concerne le régime à appliquer aux voyageurs de commerce ainsi qu'aux modèles et échantillons. Déjà les traités de commerce avaient formulé des obligations de ce genre. Les dispositions introduites à ce sujet dans la Convention de Genève viendront, par leur précision et leur application plus générale, réaliser dans ce domaine, d'une importance pratique si considérable, à la fois une simplification et une unification très favorables au développement des relations internationales.

Non moins importante est la matière des certificats d'origine, réglée par l'article 11. Ici, à côté de l'affirmation d'un principe — la limitation, dans toute la mesure possible, des cas où des certificats d'origine sont exigés —, prennent place des dispositions de détail, ayant un caractère strictement obligatoire. La Délégation belge s'est efforcée de faire réduire, autant que les exigences du contrôle douanier le permettent, les entraves que la production des certificats d'origine crée au commerce international et qui atteignent précisément les importations des États qui, en matière de droits de douane, jouissent d'un régime préférentiel. Vous attacherez, nous n'en doutons pas, Messieurs, un intérêt tout particulier au résultat auquel ont abouti, dans ce domaine, les délibérations de la Conférence de Genève.

Aux dispositions relatives aux certificats d'origine se rattachent celles de l'article 12, concernant les « factures consulaires ». En cette matière également, des garanties de simplification étaient désirables.

L'article 13 s'occupe d'un objet au sujet duquel il n'a guère paru possible de prescrire, dans un accord engageant de nombreux États, des obligations d'une portée générale : il vise certaines catégories de marchandises pour lesquelles le régime à appliquer dépend de l'exécution de conditions techniques spéciales en ce qui touche leur composition, leur degré de pureté, leur qualité, leur état sanitaire, etc. Il a semblé que ce domaine de mesures prêtait plutôt à la conclusion d'accords bilatéraux, et l'on s'est borné à définir certains principes dont ces accords devraient éventuellement s'inspirer.

Ce sont en quelque sorte de simples vœux que formulent les articles 14 et 16. Il s'agit là de matières pour lesquelles il était difficile, dans l'état actuel des études préliminaires entreprises, d'imposer aux États des obligations formelles. On s'en est donc tenu, pour le moment, à l'énoncé de règles et de principes dont l'application est recommandée aux États signataires et qui visent notamment le dédouanement rapide des marchandises, la visite des bagages des voyageurs, le régime des marchandises en entrepôt, les taxes de magasinage, les importations et exportations temporaires, etc. En ce qui concerne les bagages des voyageurs, l'article 15 formule, d'autre part, un engagement concret dispensant les bagages enregistrés de la visite douanière à la frontière; cette stipulation ne manquera pas d'être appréciée de tous ceux qui connaissent les inconvénients du régime actuellement appliqué aux bagages au passage d'un pays dans un autre.

Nous ajouterons que la Conférence a exprimé le vœu de voir réaliser, en ce qui concerne les matières envisagées à l'article 14, un progrès ultérieur par la substitution d'engagements conventionnels aux recommandations figurant dans

l'Annexe audit article. Elle a prié, en conséquence, le Conseil de la Société des Nations d'étudier la possibilité de soumettre, lorsqu'il jugera les circonstances favorables, ces recommandations à une nouvelle Conférence, après une mise au point du programme contenu dans cette Annexe par le Comité économique de la Société. Ainsi, les dispositions de l'article 14 doivent être considérées comme un premier stade dans la voie de la simplification et de l'uniformisation, pour les matières dont il s'agit.

Dès sa session de décembre dernier, le Conseil de la Société des Nations a décidé de renvoyer, pour avis, au Comité économique le vœu de la Conférence visant les recommandations formulées à l'annexe de l'article 14.

S'inspirant d'un autre vœu de la Conférence de Genève, le Conseil a chargé également le Comité économique d'examiner ce qui pourrait être fait pour prévenir les fausses déclarations en matière de douane, et notamment les fausses déclarations dans les factures présentées à l'appui des déclarations de la valeur des marchandises, lesquelles sont une des causes les plus fréquentes de litiges douaniers.

* .

Les articles 17 à 30 de la Convention ne touchent pas aux questions techniques : ils ont exclusivement un caractère formel ou protocolaire. L'un d'eux, l'article 22, mérite toutefois d'être relevé ici : il a trait à l'importante question du règlement des différends qui surgiraient entre les États contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la Convention. Il stipule, en substance, que dans le cas où semblable différend ne pourrait faire l'objet d'un règlement amiable, les Parties pourront, avant de recourir à toute procédure arbitrale ou judiciaire, soumettre le différend, aux fins d'amiable composition, « à tout organisme technique que le Conseil de la Société des Nations pourra désigner à cet effet ». Cet organisme formulera un avis consultatif après avoir entendu les Parties.

Celles-ci ne seront pas liées par cet avis consultatif; elles resteront libres, après comme avant cette intervention amiable, de recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire de leur choix, y compris l'instance devant la Cour permanente de justice internationale.

Une obligation à cet égard est toutefois stipulée en ce qui concerne les différends qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'application, soit des alinéas 2 ou 3 de l'article 4, soit de l'article 7 : dans ces cas, les Parties *devront*, à la requête de l'une d'elles, soumettre l'objet du litige à la décision de la Cour permanente, qu'elles aient ou non eu recours, au préalable, à l'organisme visé plus haut.

Le Conseil de la Société des Nations s'est, dans sa session du mois de décembre dernier, occupé de la désignation de l'organisme technique dont l'intervention est ainsi prévue. Il a invité le Comité économique à mettre cette question à l'étude et à lui soumettre des propositions.

Le Conseil a, d'autre part, décidé que le Comité économique serait, en attendant la constitution de l'organisme technique visé à l'article 22, chargé de

donner les avis prévus au n° 6 du Protocole de la Convention, en ce qui concerne les exceptions à accorder éventuellement à certains États quant à l'application des articles 10 et 11.

*
*
*

L'invitation adressée, par le Secrétariat de la Société des Nations, aux États appelés à prendre part à la Conférence, stipulait que la question des formalités douanières serait seule discutée, à l'exclusion de tout ce qui touche à la politique tarifaire des États. Il avait paru, en effet, inopportun d'aborder l'étude d'une matière qui, dans les circonstances présentes, avait peu de chances de faire l'objet d'un accord international.

Dans les limites du cadre ainsi tracé, la Conférence a accompli une œuvre d'une réelle utilité. Ce résultat est dû en grande partie à la collaboration qui s'est établie entre les délégués officiels des États, appartenant pour le plus grand nombre aux administrations douanières, et le monde des affaires, représenté par les délégués de la Chambre de commerce internationale. Cette collaboration a permis d'examiner sous tous les aspects et dans l'esprit le plus pratique les questions mises au programme; et si certaines des dispositions de la Convention ne constituent pas, par elles-mêmes, des obligations concrètes, d'une portée formelle, il est permis d'augurer, des échanges de vues qui se sont produits au sein de la Conférence, que ces dispositions recevront, dans les pays signataires, une application s'inspirant véritablement des intérêts du commerce international.

La Délégation belge à la Conférence de Genève s'est efforcée de faire prévaloir, en tous points, les vues les plus libérales; elle a pu exercer, dans ce sens, une action dont les traces se trouvent dans de multiples dispositions de la Convention du 3 novembre 1923.

Cette Convention constitue, dans l'ensemble, il est permis de l'affirmer, un progrès très appréciable, qui fait honneur à la Société des Nations. Elle aura pour effet non seulement de réduire et de simplifier dans une large mesure les formalités douanières, mais elle assurera également, dans l'application de celles-ci, le respect du principe du traitement équitable du commerce proclamé à l'article 23 du Pacte de la Société.

Nous avons la confiance, Messieurs, que l'Acte du 3 novembre 1923 rencontrera votre pleine et entière approbation.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.*

*Le Ministre des Affaires Étrangères,
P. HYMANS.*

(6)

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES.

L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LE BRÉSIL, L'EMPIRE BRITANNIQUE (AVEC L'UNION SUD-AFRICAINE), LE CHILI, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LA FINLANDE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC, LE PORTUGAL, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE SIAM, LA SUISSE, LA RÉGENCE DE TUNISIE (PROTECTORAT FRANÇAIS), L'URUGUAY,

Désireux d'assurer l'application du principe du traitement équitable du commerce, proclamé à l'article 23 du Pacte de la Société des Nations,

Convaincus qu'en libérant le commerce international du fardeau des formalités douanières ou similaires inutiles, excessives ou arbitraires, ils réaliseraient une étape importante vers l'accomplissement de ce dessein,

Considérant que la meilleure manière d'aboutir à un résultat en cette matière est de recourir à un accord international, fondé sur une juste réciprocité,

Ont décidé de conclure une Convention à cette fin;

En conséquence de quoi les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. WILLY ERNST, Conseiller ministériel au Ministère des Finances du Reich.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. E. PFLÜGL, Ministre Résident, Représentant du Gouvernement Fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. JULES BRUNET, Ministre plénipotentiaire, Président du « Bureau International pour la publication des Tarifs douaniers »,
et

M. ARMAND-L.-J. JANSSEN, Directeur Général des Douanes.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. JULIO-AUGUSTO-BARBOSA CARNEIRO, Attaché commercial à l'Ambassade du Brésil près Sa Majesté Britannique.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU-DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

SIR HUBERT LLEWELLYN SMITH, G. C. B., Conseiller économique du Gouvernement britannique.

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

SIR HUBERT LLEWELLYN SMITH, G. C. B., Conseiller économique du Gouvernement britannique.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

M. JORGE BUCHANAN, ancien Sénateur, Conseiller commercial à la Légation du Chili près Sa Majesté britannique.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTE :

M. T. C. MACAULAY, Directeur Général des Douanes Égyptiennes,
et

M. AHMED BEY ABDEL KHALEK, Directeur de la Douane du Caire.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence M. EMILIO DE PALACIOS Y FAU, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral Suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. NILO MANNIO, Secrétaire Général du Ministère Social,
et

M. URHO TOIVOLA, Secrétaire de légation.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. ERNEST BOLLEY, Conseiller d'État, Directeur Général des Douanes au Ministère des Finances,

et en ce qui concerne le Protectorat de la République française au Maroc :

M. PIERRE-PAUL SERRA, Directeur des douanes chérifiennes,

et en ce qui concerne la Régence de Tunis (Protectorat français) :

M. CHARLES ODE, Directeur des Douanes Tunisiennes.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. VASSIL COLOCOTRONIS, Conseiller de Légation

et

M. DIMITRI CAPSALI, Secrétaire de première classe au Ministère des Affaires Étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

D^r CARLO PUGLIESI, Sous-Directeur Général des Douanes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. GAËTAN DOBKEVICIUS, Conseiller de Légation

et

D^r PETRAS KARVELIS, Conseiller au Ministère des Finances.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. CHARLES VERMAIRE, Consul de Luxembourg, à Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Excellence **M. A. BATHOLOMEU FERREIRA**, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République portugaise près le Conseil Fédéral Suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. RADMILO BOUYDITCH, Inspecteur des douanes au Ministère des Finances

et

M. VALDEMAR LOUNATCHEK, Secrétaire de la Chambre de Commerce à Zagreb.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Excellence **M. PHYA SANPAKITCH PREECHA**, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. SAMUEL HAEUSERMANN, Inspecteur Général à la tête de la troisième section de la Direction Générale des Douanes, à Berne

et

M. ÉMILE FERDINAND LEUTE, Directeur du VI^e arrondissement des douanes à Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'URUGUAY :

Son Excellence le **D^r D. ENRIQUE E. BUERO**, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Uruguay près le Conseil Fédéral Suisse.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les États contractants, en vue d'appliquer entre eux le principe et les stipulations de l'article 23 du Pacte de la Société des Nations en ce qui touche l'équitable traitement du commerce, s'engagent à ne pas entraver leurs relations

commerciales par des formalités douanières ou similaires qui seraient excessives, inutiles ou arbitraires.

A cet effet, les États contractants s'engagent à poursuivre, par toutes mesures législatives ou administratives appropriées, la revision des dispositions établies par leurs lois ou règlements ou par les ordonnances et instructions de leurs autorités administratives, en ce qui touche les formalités douanières et similaires, afin de les simplifier, de les adapter, de temps à autre, aux besoins des relations commerciales avec l'étranger et d'éviter à celles-ci tout obstacle qui ne serait pas indispensable à la protection des intérêts essentiels du pays.

Art. 2.

Les États contractants s'engagent à observer strictement le principe du traitement équitable en ce qui concerne les réglementations ou procédures douanières ou similaires, les formalités relatives à la délivrance des licences, les méthodes de vérification ou d'analyse, ou toute autre question visée par la présente convention; et, conformément à ce principe, ils s'interdisent, en ces matières, toute discrimination injuste, dirigée contre le commerce d'un État contractant.

Le principe ci-dessus demeure applicable même dans les cas où certains États contractants pourraient, conformément à leur législation ou à leurs accords commerciaux, se consentir réciproquement l'octroi de facilités encore plus grandes que celles résultant de la présente Convention.

Art. 3.

En raison des sérieux obstacles que mettent au commerce international les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation, les États contractants s'engagent à adopter et à appliquer, dès que les circonstances le leur permettront, toutes les mesures propres à réduire au minimum les dites prohibitions et restrictions et, dans tous les cas, à prendre, en matière de licences portant dérogation aux prohibitions d'entrée ou de sortie, toutes les dispositions utiles :

a) Pour que les conditions à remplir et les formalités à accomplir à l'effet d'obtenir ces licences soient immédiatement portées, dans la forme la plus claire et la plus précise, à la connaissance du public ;

b) Pour que le mode de délivrance de ces titres soit aussi simple et aussi stable que possible ;

c) Pour que l'examen des demandes et la remise des licences aux intéressés soient effectués avec la plus grande célérité ;

d) Pour que le système de délivrance des licences soit établi de manière à prévenir le trafic de ces titres. A cet effet, les licences, lorsqu'elles sont accordées à des personnes, doivent porter le nom du bénéficiaire et ne doivent pas pouvoir être utilisées par une autre personne ;

e) Pour que, en cas de fixation de contingents, les formalités imposées par le pays importateur ne soient pas de nature à empêcher une répartition équitable des quantités de marchandises dont l'importation est autorisée.

ART. 4.

Les États contractants devront publier, sans retard, tous les règlements visant les formalités douanières et similaires, ainsi que toutes modifications y afférentes, qui n'auraient pas été publiés jusqu'ici, de telle manière que les intéressés puissent en avoir connaissance et éviter ainsi le préjudice qui pourrait résulter de l'application de formalités douanières ignorées d'eux.

Les États contractants s'engagent à ce qu'aucune mesure concernant la réglementation douanière ne soit mise en vigueur qui n'ait été portée préalablement à la connaissance du public, soit par le moyen de sa publication au *Journal Officiel* du pays, soit par toute autre voie appropriée de publicité officielle ou privée.

La même obligation de publicité préalable s'applique à tout ce qui touche les tarifs, ainsi que les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation.

Toutefois, dans des cas de nature exceptionnelle, où la publication préalable risquerait de porter atteinte aux intérêts essentiels du pays, les dispositions des alinéas 2 et 3 ci-dessus perdent leur caractère obligatoire. En de pareils cas, la publication devra cependant coïncider, autant que possible, avec la mise en vigueur de la mesure prise.

ART. 5.

Chaque État contractant qui se trouvera, par des mesures fragmentaires ou des retouches successives, avoir modifié son tarif douanier pour un nombre important d'articles, devra en donner au public une image exacte, en publiant, sous une forme aisément accessible, tous les droits applicables du fait de l'ensemble des dispositions en vigueur.

À cet effet, tous droits à percevoir par les autorités douanières du fait de l'importation ou de l'exportation des marchandises devront être indiqués d'une manière méthodique, qu'il s'agisse de droits de douane, droits accessoires, taxes de consommation, de circulation, de manipulation ou similaires et, en général, de toutes taxes de quelque nature qu'elles soient, étant entendu que l'obligation ci-dessus prévue est limitée aux droits et taxes à percevoir, sur les marchandises importées ou exportées, pour le compte de l'État et du fait du dédouanement.

Les charges auxquelles la marchandise est soumise étant ainsi indiquées sans ambiguïté, il faudra, en ce qui concerne les taxes de consommation et autres à percevoir pour le compte de l'État du fait du dédouanement, signaler si la marchandise étrangère est grevée d'une charge spéciale résultant de ce que, exceptionnellement, ces taxes ne seraient pas imposables aux marchandises du pays d'importation ou ne le seraient que partiellement.

Les États contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour

donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane, et notamment les taux des droits à percevoir sur une marchandise déterminée.

ART. 6.

Afin de permettre aux États contractants et à leurs ressortissants d'être informés aussi rapidement que possible de toutes les mesures visées aux articles 4 et 5 qui intéressent leur commerce, chaque État contractant s'engage à communiquer au représentant diplomatique de chacun des autres États, ou à tout autre représentant désigné à cet effet et résidant sur son territoire, toutes publications effectuées en exécution desdits articles, cette communication devant être faite dès la parution et en double exemplaire. Faute d'un représentant diplomatique ou autre, la communication sera faite à l'État intéressé par la voie qu'il indiquera à cet effet.

Chaque État contractant s'engage, en outre, à faire parvenir en dix exemplaires, dès leur parution, au Secrétariat de la Société des Nations, toutes publications faites en exécution des articles 4 et 5.

Chaque État contractant s'engage de même à communiquer en dix exemplaires, dès leur parution, tous les tarifs douaniers ou modifications de tarifs institués par lui au « Bureau international pour la publication des tarifs douaniers » de Bruxelles, chargé par la Convention internationale du 5 juillet 1890 de la traduction et de la publication des tarifs.

ART. 7.

Les États contractants s'engagent à prendre, tant par le moyen de leur législation que de leur administration, toutes les mesures les plus appropriées pour empêcher l'application arbitraire ou injuste de leurs lois et réglementations, en matière douanière et similaire, ainsi que pour assurer un recours par voie administrative, judiciaire ou arbitrale aux personnes qui auraient été lésées par ces abus.

Toutes mesures de cet ordre qui sont actuellement en vigueur, ou qui seraient prises à l'avenir, devront être publiées dans les conditions prévues aux articles 4 et 5.

ART. 8.

Hors le cas où elles pourraient être passibles de prohibition, et pour autant que la présence de la marchandise nè serait pas indispensable à la solution du différend, les marchandises qui font l'objet d'un différend relatif à la tarification, à l'origine, à la provenance ou à la valeur, doivent, à la demande du redevable, être remises immédiatement à sa libre disposition, sans attendre la solution du différend, sous réserve des mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de l'État. Il est entendu que le remboursement des droits consignés ou l'annu-

lation de la soumission souscrite par le déclarant aura lieu dès que sera intervenue la solution du litige, qui devra, en toute hypothèse, être aussi rapide que possible.

ART. 9.

En vue de marquer les progrès accomplis en tout ce qui touche la simplification des formalités douanières ou similaires visées aux articles précédents, chacun des États contractants devra remettre au Secrétaire général de la Société des Nations, dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur, en ce qui le concerne, de la présente Convention, un résumé des mesures prises par lui pour assurer ladite simplification.

Des résumés analogues seront fournis dans la suite tous les trois ans et chaque fois que le Conseil de la Société en fera la demande.

ART. 10.

Les échantillons et modèles, passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibition, importés par les fabricants ou commerçants établis dans l'un quelconque des États contractants, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce, sont admissibles en franchise provisoire sur le territoire de chacun des États contractants, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement cautionné garantissant le paiement éventuel de ces droits.

Pour bénéficier de cette faveur, les fabricants ou commerçants et les voyageurs de commerce doivent se conformer aux lois, règlements et formalités de douane sur la matière édictés par les susdits États; ces lois et règlements pourront imposer aux intéressés l'obligation d'une carte de légitimation.

Pour l'application du présent article, sont considérés comme échantillons ou modèles tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

Les autorités douanières de l'un quelconque des États contractants considéreront comme suffisantes, au point de vue de la reconnaissance ultérieure de l'identité des échantillons ou modèles, les marques qui y auront été apposées par la douane d'un autre État contractant, à la condition que ces échantillons ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive certifiée par les autorités douanières de ce dernier État. Des marques supplémentaires pourront cependant être apposées sur les échantillons ou modèles par la douane du pays d'importation dans tous les cas où celle-ci jugerait ce complément de garantie indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles, lors de la réexportation. Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Le délai de réexportation est fixé au minimum à six mois, sauf la faculté de prolongation réservée à l'administration douanière du pays d'importation. Passé le délai imparti, le paiement des droits sera exigé sur les échantillons non réexportés.

Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits seront effectués, sans retard, à tous les bureaux situés aux frontières ou à l'intérieur du pays, qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet, et éventuellement sous déduction des droits afférents aux échantillons ou modèles qui ne seraient pas présentés à la réexportation. Les États contractants publieront la liste des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Dans le cas où une carte de légitimation est exigée, celle-ci doit être conforme au modèle annexé au présent article et être délivrée par une autorité agréée à cette fin par l'État dans lequel les fabricants ou commerçants ont le siège de leurs affaires. Sous condition de réciprocité, les cartes de légitimation seront exemptées d'un visa consulaire ou autre, sauf dans le cas où un État justifierait que des circonstances spéciales ou exceptionnelles l'obligent à l'exiger. Dans ce cas, le coût du visa devra être fixé à un taux aussi minime que possible et ne pourra dépasser le coût de l'émission.

Les États contractants se communiqueront directement, à bref délai, et communiqueront également au Secrétariat de la Société des Nations, la liste des autorités reconnues compétentes pour délivrer les cartes de légitimation.

Jusqu'à l'institution du régime ci-dessus défini, les facilités que les États accordent déjà ne seront pas restreintes.

Les dispositions du présent article, sauf celles relatives à la carte de légitimation, sont applicables aux échantillons et modèles qui, passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibition, seraient importés par les fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce établis dans l'un quelconque des États contractants, même si ces fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce n'accompagnent pas les dits échantillons ou modèles.

[MODÈLE]

NOM DE L'ÉTAT

(Autorité de délivrance)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE*valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.*

Bon pour N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte,

M. , né à
demeurant à , rue , n°
possède ¹
à
sous la raison de commerce :

(ou) est commis-voyageur au service { de la maison
des maisons

à

qui { possède ¹
possèdent

sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays
susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que la dite
(les dites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leurs) industrie(s) et son (leurs)
commerce(s) à (.) et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

(.), le 19

Signature du chef de la (des) maison(s) :

Signalement du porteur :

Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature du porteur :

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire lorsqu'il s'agit du chef
d'un établissement commercial ou industriel.

Art. 11.

Les États contractants limiteront dans toute la mesure possible les cas où des certificats d'origine sont exigés.

En conformité avec ce principe, et étant entendu que les administrations douanières conservent leur plein droit de contrôle quant à l'origine réelle des marchandises et, partant, le pouvoir d'exiger, nonobstant la production de certificats, toutes justifications autres qu'elles jugent nécessaires, les États contractants acceptent de se conformer aux dispositions suivantes :

1° Les États contractants s'appliqueront à rendre aussi simples et équitables que possible la procédure et les formalités relatives à la délivrance et à la reconnaissance des certificats d'origine, et ils porteront à la connaissance du public les cas dans lesquels les certificats sont exigés et les conditions auxquelles ils sont délivrés.

2° Les certificats d'origine peuvent émaner, non seulement des autorités officielles des États contractants, mais aussi de tous organismes ayant la compétence et présentant les garanties nécessaires, qui auraient été préalablement agréés par chacun des États intéressés. Chaque État contractant communiquera aussitôt que possible, au Secrétariat de la Société des Nations, la liste des organismes qu'il aura habilités pour la délivrance des certificats d'origine. Chaque État se réserve le droit de retirer son agrément à l'un quelconque des organismes ainsi notifiés, s'il constate que cet organisme a émis indûment les dits certificats.

3° Dans le cas où la marchandise ne serait pas importée directement du pays d'origine, mais parviendrait par la voie d'un pays tiers contractant, les administrations douanières admettront les certificats d'origine établis par les organismes qualifiés du dit pays tiers, tout en réservant leur droit de vérifier la recevabilité de pareils certificats au même titre que ceux délivrés par le pays d'origine.

4° Les administrations douanières n'exigeront pas la production du certificat d'origine :

a) Lorsque l'intéressé renonce à réclamer le bénéfice d'un régime dont l'application est subordonnée à la production d'un tel certificat;

b) Lorsque la nature même des marchandises établit incontestablement leur origine et qu'un accord préalable est intervenu à cet égard entre les États intéressés;

c) Lorsque la marchandise est accompagnée d'un certificat attestant qu'elle a droit à une appellation régionale, sous la réserve que ce titre ait été délivré par un organisme habilité à cette fin et agréé par l'État importateur.

5° Si la législation de leurs pays respectifs n'y fait pas obstacle, les administrations douanières devront, au cas où la réciprocité serait assurée :

a) Affranchir également de la justification d'origine, hors le cas de soupçon d'abus, les importations qui, manifestement, ne présentent pas un caractère commercial ou qui, ayant ce caractère, n'ont qu'une faible valeur;

b) Accepter les certificats d'origine délivrés pour des marchandises dont l'exportation n'aurait pas été immédiatement effectuée, pourvu que l'expédition de ces marchandises ait eu lieu dans un délai fixé à un mois ou à deux mois, selon que le pays d'expédition et le pays de destination sont ou non limitrophes, ces délais étant susceptibles de prolongation, si les raisons invoquées pour expliquer le retard du transport apparaissent suffisantes.

6° Lorsque, pour une raison plausible, l'importateur ne sera pas en mesure de présenter le certificat d'origine lors de l'importation des marchandises, le délai nécessaire pour la production de ce titre pourra lui être accordé aux conditions que les administrations douanières jugeront utiles pour garantir le paiement des droits éventuellement exigibles. Le certificat étant ultérieurement produit, les droits qui auraient été acquittés ou consignés en trop seront remboursés aussitôt que possible.

Il sera tenu compte, pour l'application de la présente disposition, des conditions résultant éventuellement du décompte des contingents.

7° Les certificats pourront être établis, soit dans la langue du pays importateur, soit dans la langue du pays exportateur, la douane du pays d'importation conservant, en cas de doute sur la teneur du document, la faculté d'en réclamer une traduction.

8° Les certificats d'origine seront en principe dispensés du visa consulaire, surtout quand ils émanent des administrations douanières. Si, dans des cas exceptionnels, le visa consulaire reste exigé, les intéressés peuvent, à leur choix, soumettre les certificats d'origine au visa, soit du consul de leur ressort, soit du consul d'un ressort voisin; le coût du visa devra être aussi réduit que possible et ne pourra dépasser le coût de l'émission, en particulier lorsqu'il s'agit d'envois de faible valeur.

9° Les dispositions du présent article sont applicables à tous documents faisant office de certificats d'origine.

ART. 12.

Les documents dits « factures consulaires » ne seront exigibles qu'autant que la production en sera rendue nécessaire, soit pour établir l'origine de la marchandise importée, lorsque l'origine est susceptible d'influer sur les conditions d'admission de la marchandise, soit pour déterminer la valeur de celle-ci, dans le cas de tarifications *ad valorem* pour l'application desquelles la facture commerciale ne serait pas suffisante.

La contexture des factures consulaires sera simplifiée de manière à éviter toutes complications ou difficultés et à faciliter l'établissement de ces titres par le commerce intéressé.

Le coût du visa des factures consulaires ne comportera qu'un droit fixe, qui devra être aussi réduit que possible, et il ne sera pas exigé, pour une même facture, un nombre d'exemplaires supérieur à trois.

ART. 13.

Lorsque le régime applicable à une catégorie quelconque de marchandises importées dépend de l'exécution de conditions techniques spéciales, en ce qui touche leur composition, leur degré de pureté, leur qualité, leur état sanitaire, leur zone de production ou d'autres conditions analogues, les États contractants s'efforceront de conclure des accords aux termes desquels les certificats délivrés, ainsi que les timbres ou marques apposés dans le pays exportateur pour garantir que les dites conditions sont remplies, seront acceptés, sans que ces marchandises soient soumises à une seconde analyse ou à un nouvel essai dans le pays importateur, sous réserve de garanties spéciales, lorsqu'il y a présomption que les conditions exigées ne sont pas remplies. L'État importateur devrait avoir de même toutes garanties en ce qui concerne l'autorité qui délivre les certificats, ainsi que la nature et le caractère des épreuves exigées dans le pays exportateur. D'autre part, l'administration douanière de l'État importateur devrait conserver le droit de procéder à une contre analyse toutes les fois qu'elle aurait des raisons particulières d'y recourir.

Pour faciliter la généralisation de tels accords, il serait utile d'y introduire les spécifications ci-après :

a) Méthodes à suivre uniformément par tous les laboratoires chargés de procéder aux analyses ou essais, ces méthodes pouvant être périodiquement révisées à la demande d'un ou de plusieurs États parties à ces accords;

b) Nature et caractère des épreuves à pratiquer dans chacun des États parties aux dits accords, en ayant soin de déterminer le degré de pureté exigible pour les produits, de façon à ne pas aboutir à une véritable prohibition.

ART. 14.

Les États contractants examineront les méthodes les plus appropriées pour simplifier et rendre plus uniformes, en même temps que plus équitables, au moyen d'une action, soit individuelle, soit concertée, les formalités afférentes au dédouanement rapide des marchandises, à la visite des bagages des voyageurs, au régime des marchandises en entrepôt, aux taxes de magasinage, et aux autres matières visées à l'annexe au présent article.

Pour l'application du dit article, les États contractants envisageront favorablement les recommandations contenues dans cette annexe.

Annexe à l'article 14.

A. — DÉDOUANEMENT RAPIDE DES MARCHANDISES.*Organisation et fonctionnement du service :*

1. Pour éviter l'engorgement dans certains bureaux frontières, il est désirable que la pratique du dédouanement dans les bureaux ou entrepôts intérieurs soit

facilité, quand les règlements intérieurs, les conditions de transport et la nature des marchandises le permettent.

2. Il est désirable que, hors le cas de soupçon d'abus et sans préjudice des droits que les États tiennent de leur législation, les plombs ou scellés douaniers apposés par un État sur des marchandises en transit ou dirigées sur entrepôt soient reconnus et respectés par les autres États, sous réserve de la faculté pour ceux-ci de compléter le plombage ou les scellés par l'apposition de nouvelles marques douanières.

Passage des marchandises en douane :

3. Il est désirable que, dans toute la mesure du possible et sans préjudice de la faculté de percevoir des redevances spéciales, les États :

a) Facilitent le dédouanement des denrées périssables, en dehors des heures d'ouverture des bureaux et des jours ouvrables ;

b) Autorisent, dans les limites de leur législation, le chargement et le déchargement des navires et bateaux, en dehors des jours et heures ordinaires des travaux de la douane.

Facilités accordées au déclarant :

4. Il est désirable que le destinataire soit toujours libre, sous réserve des stipulations de l'article 10 de la Convention de Berne du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer, amendé par la Convention de Berne du 19 septembre 1906, de déclarer lui-même les marchandises en douane, ou de les faire déclarer par une personne de son choix.

5. Il est désirable — là où le système sera reconnu applicable — qu'il soit adopté un formulaire comportant à la fois la déclaration en douane à remplir par l'intéressé, le certificat de vérification et, lorsque le pays intéressé le juge utile, la quittance du paiement des droits d'entrée.

6. Il est désirable que les États s'abstiennent autant que possible d'appliquer des pénalités sévères pour de légères infractions à la procédure ou à la réglementation douanière. En particulier, dans le cas où la production de documents est exigée pour le dédouanement d'une marchandise, s'il a été commis une omission ou une erreur manifestement dénuées de toute intention frauduleuse et facilement réparable, l'amende éventuelle devra être réduite au minimum, de manière à ce qu'étant aussi peu onéreuse que possible, elle n'ait d'autre caractère que celui d'une sanction de principe, c'est-à-dire un simple avertissement.

7. Il serait utile d'envisager la possibilité d'employer, pour l'acquiescement ou la garantie des droits de douane, des chèques postaux ou des chèques de banque, moyennant la production préalable d'un cautionnement permanent.

8. Il est désirable que les autorités douanières soient, autant que possible, autorisées, lorsque l'identité des marchandises peut être établie à leur satisfaction, à rembourser, en cas de réexportation des marchandises, les droits

acquittés à leur importation, à condition qu'elles soient restées sans interruption sous le contrôle de la douane. Il est également désirable qu'aucun droit d'exportation ne soit imposé lors de la réexportation de ces marchandises.

9. Il conviendrait de prendre des mesures appropriées pour éviter tout retard dans le dédouanement des catalogues de commerce et autres imprimés du même genre destinés à la réclame, lorsqu'ils sont expédiés par la poste ou emballés avec la marchandise à laquelle ils se rapportent.

10. Il est désirable que, dans le cas où certaines pièces nécessaires aux formalités douanières devraient porter le visa d'un consul ou d'une autre autorité, le bureau chargé du visa s'efforce d'adopter, autant que possible, les heures de service en usage dans les milieux commerciaux de la localité où il se trouve; il est désirable, en outre, que les redevances pour heures supplémentaires, lorsque ces redevances sont perçues, soient limitées à un chiffre aussi raisonnable que possible.

B. — VISITE DES BAGAGES DES VOYAGEURS.

11. Il est désirable de voir généraliser autant que possible la pratique de la visite douanière des bagages à main dans des trains à intercirculation complète, soit en cours de route, soit pendant le stationnement des trains en gare-frontière,

12. Il est désirable que la pratique recommandée au n° 11 ci-dessus, en ce qui concerne la visite des bagages des voyageurs, soit, autant que possible, étendue aux voyages maritimes et fluviaux. La visite devrait, dans la mesure du possible, s'effectuer à bord des bateaux, soit en cours de route, lorsque la traversée n'est pas longue, soit à l'arrivée dans le port.

13. Il est désirable que soient affichées dans les locaux de la douane et, autant que possible, dans les voitures de chemin de fer et les bateaux, les droits et taxes auxquels sont soumis les principaux objets que le voyageur emporte ordinairement avec lui, ainsi que la nomenclature des articles prohibés.

C. — RÉGIME DES MARCHANDISES EN ENTREPÔTS ET TAXES DE MAGASINAGE.

14. Il est désirable que les États dans lesquels des établissements de cette nature n'existent pas encore créent et approuvent la création d'entrepôts dits fictifs ou particuliers; ces établissements pourraient être autorisés pour des marchandises qui, en raison de leur nature, réclament des soins spéciaux.

15. Il est désirable que les droits de magasinage dans les entrepôts soient calculées sur une base raisonnable et de telle sorte qu'ils ne dépassent pas, dans la règle, la couverture des frais généraux et la rémunération du capital engagé.

16. Il est désirable que toute personne ayant des marchandises en entrepôt soit autorisée à retirer les marchandises avariées; celles-ci seraient soit détruites en présence de fonctionnaires des douanes, soit renvoyées à l'expéditeur, sans être astreintes au paiement d'aucun droit de douane.

D. — MARCHANDISES FIGURANT AU MANIFESTE ET NON DÉBARQUÉES.

17. Il est désirable que les droits d'entrée ne soient pas exigés pour des marchandises qui, bien qu'elles figurent au manifeste, ne sont pas effectivement introduites dans le pays, toute justification probante devant être fournie à cet égard, soit par le transporteur, soit par le capitaine, dans le délai imparti par l'administration douanière.

E. — COOPÉRATION DES SERVICES INTÉRESSÉS.

18. Il est désirable de développer l'institution des gares internationales et de réaliser la coopération effective des divers services nationaux qui y sont installés.

Il y aurait lieu également d'établir, autant que possible, la concordance effective des attributions et des heures d'ouverture des bureaux correspondants de deux pays limitrophes et situés de part et d'autre de la frontière, qu'il s'agisse de routes, de voies fluviales ou de voies ferrées. L'établissement de bureaux de douane de pays limitrophes en un même endroit et, si la chose est réalisable, dans le même bâtiment, devrait être autant que possible généralisé.

A l'effet de réaliser les recommandations contenues dans la présente section E, il est désirable qu'une conférence internationale soit réunie, à laquelle participeront des représentants de toutes les administrations et organismes intéressés.

ART. 15.

Chacun des États contractants s'engage, moyennant des garanties suffisantes de la part des transporteurs et sous réserve des peines de droit en cas de fraude ou d'importation illicite, à autoriser l'acheminement direct et d'office, sans visite douanière à la frontière, des bagages enregistrés, du lieu d'expédition à l'étranger vers un bureau de l'intérieur de son territoire, si ce bureau est qualifié à cet effet. Les États publieront la liste des bureaux ainsi qualifiés. Il est entendu que le voyageur aura la faculté de déclarer ses bagages au premier bureau d'entrée.

ART. 16.

Les États contractants, tout en se réservant tous droits quant à l'économie de leur législation propre en matière d'importations et d'exportations temporaires, s'inspireront autant que possible des notions exposées à l'annexe du présent article en ce qui touche le régime des marchandises importées ou exportées pour subir un complément de transformation, des objets destinés à figurer dans des expositions d'un caractère public, qu'elles aient un but industriel, commercial, artistique ou scientifique, des appareils et objets d'expériences et de démonstrations, des véhicules de tourisme ou de déménagement, des échantillons, des emballages, des marchandises exportées sous réserve de retour, et de toutes autres espèces similaires.

Annexe à l'article 16.

1. Il est désirable que les dispositions des lois et règlements sur les importations et les exportations temporaires soient simplifiées autant que les circonstances le permettront, et qu'elles reçoivent la publicité prévue aux articles 4 et 5 de la présente Convention.

2. Il est désirable que les mesures d'application fassent, autant que possible, l'objet de dispositions générales, afin que toutes personnes ou firmes intéressées puissent en avoir connaissance et en bénéficier.

3. Il est désirable que les procédés employés pour l'identification des marchandises soient aussi simples que possible, et, à cet effet, il est recommandé :

a) De tenir compte des garanties qui résultent de l'existence sur les objets de marques apposées par les administrations douanières d'autres États ;

b) D'admettre le système d'identification par voie de modèles ou d'échantillons et aussi par voie de dessins ou de descriptions complètes et détaillées, surtout lorsque l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients.

4. Il est désirable que les formalités, tant de déclaration que de vérification, puissent être accomplies, non seulement dans les bureaux frontières, mais aussi dans tous bureaux situés à l'intérieur du pays et ayant reçu les attributions nécessaires à cette fin.

5. Il est désirable que des délais suffisants soient accordés pour l'exécution des travaux en vue desquels sont effectuées les importations et les exportations temporaires, qu'il soit tenu compte des circonstances imprévues qui peuvent en retarder l'achèvement et que le délai soit prorogé en cas de besoin.

6. Il est désirable que les garanties soient acceptées sous forme tant de soumissions cautionnées que de versements en numéraire.

7. Il est désirable que les cautionnements soient remboursés ou dégagés dès qu'il aura été satisfait à toutes les obligations qui avaient été contractées.

ART. 17.

La présente Convention ne porte pas atteinte aux mesures générales ou particulières qu'un État contractant serait exceptionnellement obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sécurité du pays ou ses intérêts vitaux, étant entendu que le principe de l'équitable traitement du commerce doit toujours être observé dans toute la mesure du possible. Elle ne doit pas davantage préjudicier aux mesures que les États contractants pourraient être amenés à prendre pour assurer la santé des hommes, des animaux ou des plantes.

ART. 18.

La présente Convention n'impose à aucun des États contractants d'obligation

qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que Membre de la Société des Nations.

ART. 19.

Les engagements souscrits par des États contractants en matière de réglementation douanière, en vertu de traités, conventions ou accords, conclus par eux avant la date du 3 novembre 1923, ne sont pas abrogés par suite de la mise en vigueur de la présente Convention.

En raison de cette non-abrogation, les États contractants s'engagent, dès que les circonstances le rendront possible et tout au moins au moment de l'expiration de ces accords, à apporter aux engagements ainsi maintenus qui contreviendraient aux dispositions de la présente Convention, toutes modifications destinées à les mettre en harmonie avec elles, étant entendu que cet engagement ne s'applique pas aux stipulations des traités qui ont mis fin à la guerre de 1914-1918, traités auxquels la présente Convention ne saurait porter aucune atteinte.

ART. 20.

Conformément à l'article 23^e du Pacte de la Société des Nations, tout État contractant qui pourra invoquer valablement contre l'application de l'une quelconque des dispositions de la présente Convention, sur tout ou partie de son territoire, une situation économique grave, résultant de dévastations commises sur son sol pendant la guerre de 1914-1918, sera considéré comme dispensé temporairement des obligations résultant de l'application de la dite disposition, étant entendu que le principe de l'équitable traitement du commerce, auquel les États contractants s'obligent, doit être observé dans toute la mesure possible.

ART. 21.

Il est entendu que cette convention ne doit pas être interprétée comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *inter se* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même État souverain, que ces territoires pris individuellement soient ou non États contractants.

ART. 22.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs États contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les Parties, soit par la voie de tout autre moyen de règlement amiable, les Parties au différend pourront, avant de recourir à toute procédure arbitrale ou judiciaire, soumettre le différend, aux fins d'amiable composition, à tout organisme technique que le Conseil de la Société des Nations pourra désigner à cet effet. Cet organisme formulera un avis consultatif après avoir entendu les Parties et les avoir, au besoin, réunies.

L'avis consultatif formulé par le dit organisme ne liera pas les Parties au

différend, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles, et les Parties conserveront la liberté, soit après avoir recouru à la procédure ci-dessus mentionnée, soit pour remplacer cette procédure, de recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire de leur choix, y compris l'instance devant la Cour permanente de Justice internationale, pour toutes matières qui sont de la compétence de la Cour, aux termes de son statut.

Si un différend de la nature précisée à l'alinéa premier du présent article surgit au sujet de l'interprétation ou de l'application, soit des alinéas 2 ou 3 de l'article 4, soit de l'article 7 de la présente Convention, les Parties devront, à la requête de l'une d'elles, soumettre l'objet du litige à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, qu'elles aient ou non, au préalable, recouru à la procédure précisée au paragraphe premier du présent article.

La procédure ouverte devant l'organisme visé ci-dessus ou l'avis formulé par lui, n'entraînera en aucun cas la suspension de la mesure qui fait l'objet du litige; il en sera de même dans le cas d'une instance devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que celle-ci n'en décide autrement aux termes de l'article 41 de son statut.

ART. 23.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour, et sera, jusqu'au 31 octobre 1924, ouverte à la signature de tout État représenté à la Conférence de Genève, de tout Membre de la Société des Nations et de tout État à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

ART. 24.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres États signataires.

ART. 25.

A partir du 31 octobre 1924, tout État représenté à la Conférence visée à l'article 23, et non signataire de la Convention, tout Membre de la Société des Nations et tout État auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement aux Membres de la Société des Nations, signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres États signataires.

Art. 26.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq Puissances. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

Art. 27.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

Art. 28.

La présente Convention peut être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'État dénonçant.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera à la connaissance de chacun des Membres de la Société des Nations signataires de la Convention ou adhérents à la Convention et des autres États signataires ou adhérents toute dénonciation reçue par lui.

Art. 29.

Tout État signataire ou adhérent de la présente Convention peut déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement et conformément à l'article 25, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'outre-mer; les dispositions de l'article 28 s'appliqueront à cette dénonciation.

Art. 30.

Le Conseil de la Société des Nations est prié de considérer l'opportunité de réunir une Conférence à fin de révision de la présente Convention, si un tiers des États contractants en fait la demande.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le trois novembre mil neuf cent vingt-trois, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les États représentés à la Conférence.

ALLEMAGNE :
WILLY ERNST.

AUTRICHE :
E. PFLÜGL.

BELGIQUE :
JULÈS BRUNET.
ARMAND JANSSEN.

BRÉSIL :
J.-A. BARBOZA CARNEIRO.

EMPIRE BRITANNIQUE :
H. LLEWELLYN SMITH.

UNION SUD-AFRICAINNE :
H. LLEWELLYN SMITH.

CHILI :
JORGE BUCHANAN.

ÉGYPTE :
T. C. MACAULAY.
A. ABDEL KHALEK.

ESPAGNE :
ÉMILIO DE PALACIOS.

FINLANDE :
NILLO MANNIO.
URHO TOIVOLA.

FRANCE :
ERNEST BOLLEY.

GRÈCE :
V. COLOCOTRONIS.
D. CAPSALI.

ITALIE :
CARLO PUGLIESI.

LITUANIE :
DOBKEVICIUS.
Dr. P. KARVELIS.

LUXEMBOURG :
CH. VERMAIRE.

PROTECTORAT FRANÇAIS DU MAROC :
P. SERRA.

PORTUGAL :
A. M. BARTHOLOMEU FERREIRA.

ROYAUME DES SERBES, CROATES
ET SLOVÈNES :
RADMILO BOUYDITCH.
Dr. VALDEMAR LOUNATCHEK.

SIAM :
PHA SANPAKITCH PREECHIA.

SUISSE :
HAEUSERMANN.
E. LEUTÉ.

RÉGENCE DE TUNISIE
(PROTECTORAT FRANÇAIS) :
ODE.

URUGUAY :
E. BUERO.

PROTOCOLE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES.

Au moment de procéder à la signature de la Convention, pour la simplification des formalités douanières, conclue à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

1. Il est entendu que les obligations qui résultent, pour les États contractants, de la Convention ci-dessus visée, n'affectent en aucune façon celles qu'ils ont contractées ou pourront contracter à l'avenir, conformément à des traités ou accords internationaux visant à sauvegarder la santé des hommes, des animaux ou des plantes (notamment la Convention internationale de l'opium), ou destinés à défendre la moralité publique ou ayant pour objet la sécurité internationale.

2. En ce qui concerne l'application de l'article 3, l'engagement souscrit par le Canada ne lie que le Gouvernement fédéral sans engager les Gouvernements des Provinces auxquels la constitution canadienne donne le pouvoir d'interdire ou de restreindre, sur leur territoire, l'importation de certains produits.

3. En ce qui concerne l'application des articles 4 et 5, l'adhésion du Brésil et du Canada n'implique, pour ces États, la responsabilité du Gouvernement fédéral, en matière d'exportation, que dans la mesure où il prend lui-même des dispositions tarifaires ou réglementaires visées aux dits articles, sans qu'il puisse assumer aucune responsabilité en ce qui concerne les dispositions de même ordre prises par les États ou Provinces en vertu des droits que la Constitution du pays leur confère.

4. En ce qui concerne l'application de l'article 4 et du second alinéa de l'article 5, l'engagement souscrit par l'Allemagne n'implique pas l'obligation de publier certaines taxes minimales qu'elle perçoit ou certaines formalités spéciales qu'elle applique, lesquelles ne sont pas édictées par elle, mais instituées par l'un quelconque des États fédérés ou par une autorité locale quelconque.

5. Pour l'application de l'article 11, les États contractants reconnaissent que les règles établies par eux constituent des garanties minima qui pourront être réclamées par tous les États contractants, mais n'excluent pas l'extension ou l'adaptation desdites règles dans des accords bilatéraux ou autres, que les dits États institueraient volontairement entre eux.

6. Étant données les conditions spéciales dans lesquelles ils se trouvent, les Gouvernements d'Espagne, de Finlande, de Pologne et de Portugal ont déclaré qu'ils se réservent la faculté d'excepter, lors de la ratification, l'article 10, et qu'ils ne s'obligent à appliquer le dit article qu'après une période de cinq ans à dater de ce jour.

Une déclaration analogue a été faite par les Gouvernements d'Espagne, de Grèce et de Portugal en ce qui concerne le 8° de l'article 11 de la Convention, et par les Gouvernements d'Espagne et de Portugal à l'égard du 3° du même article. Le Gouvernement polonais a fait une déclaration semblable au sujet de l'application de l'ensemble de cet article, à l'exception des 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 9°, aux prescriptions desquels il accepte de se conformer dès la mise en vigueur, en ce qui le concerne, de la dite convention.

Les autres États contractants, en déclarant qu'ils acceptent les réserves ainsi formulées, stipulent qu'ils ne seront eux-mêmes liés, pour les matières qui en font l'objet, à l'égard des États qui en bénéficient, que lorsque l'application des stipulations ainsi différées sera, de la part des dits États, devenue effective.

Les exceptions formulées ultérieurement par d'autres gouvernements au moment de leur ratification ou de leur adhésion, en ce qui concerne l'article 10, l'article 11 ou des dispositions particulières de ces articles, seront admises, pour la durée visée au premier alinéa et dans les conditions mentionnées au troisième alinéa ci-dessus, si le Conseil de la Société des Nations en décide ainsi, après consultation de l'organisme technique prévu à l'article 22 de la Convention.

Le présent Protocole aura les mêmes force, valeur et durée que la Convention conclue à la date de ce jour et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le trois novembre mil neuf cent vingt-trois, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les États représentés à la Conférence.

ALLEMAGNE :
WILLY ERNST.

AUTRICHE :
E. PFLÜGL.

BELGIQUE :
JULES BRUNET.
ARMAND JANSSEN.

BRÉSIL :
J.-A. BARBOZA CARNEIRO.

EMPIRE BRITANNIQUE :
H. LLEWELLYN SMITH.

UNION SUD-AFRICAINE :
H. LLEWELLYN SMITH.

CHILI :
JORGE BUCHANAM.

ÉGYPTE :
T. C. MACAULAY.
A. ABDEL KHALEK.

ESPAGNE :
ÉMILIO DE PALACIOS.

FINLANDE :
NILLO MANNIO.
URHO TOIVOLA.

FRANCE :
ERNEST BOLLEY.

GRÈCE :
V. COLOCOTRONIS.
D. CAPSALI.

ITALIE :
CARLO PUGLIESI.

LITUANIE :
DOBKEVICIUS.
Dr. P. KARVELIS.

LUXEMBOURG :
CH. VERMAIRE.

PROTECTORAT FRANÇAIS DU MAROC :
P. SERRA.

PORTUGAL :
A. M. BARTHOLOMEO FERREIRA.

ROYAUME DES SERBES, CROATES
ET SLOVÈNES :
RADMILO BOUYDITCH.
Dr. VALDEMAR LOUNATCHEK.

SIAM :
PHYA SANPAKITCH PREECHA.

SUISSE :
HÆUSERMANN.
E. LEUTÉ.

RÉGENCE DE TUNISIE
(PROTECTORAT FRANÇAIS) :
ODE.

URUGUAY :
E. BUERO.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 14 MEI 1924.

WETSONTWERP

TOT GOEDKEURING DER

INTERNATIONALE OVEREENKOMST VOOR DE VEREENVOUDIGING
DER DOUANEFORMALITEITEN

GESLOTEN TE GENEVE, DEN 3^e NOVEMBER 1923.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Eene internationale Conferentie voor de vereenvoudiging der douane-formaliteiten, samengeroepen door den Volkenbond, werd gehouden te Genève van 15 October tot 3 November 1923. ·

Hare beraadslagingen hadden betrekking op een uitvoerig en nauw bepaald programma, opgesteld door het Economisch Comité van den Bond, met de medewerking van technische deskundigen van verschillende landen. Zij hebben geleid tot het sluiten eener Overeenkomst die wij de eer hebben, Mijne Heeren, volgens de bevelen des Konings, aan uwe goedkeuring te onderwerpen.

Vijf en dertig Staten, waaronder een en dertig Leden van den Volkenbond, waren op de Conferentie van Genève vertegenwoordigd. De afgevaardigden van twee en dertig onder hen hebben gestemd ten voordeele der Overeenkomst die uit de beraadslagingen der Conferentie ontstaan is, en twee en twintig Staten hebben er hunne Afgevaardigden toe gemachtigd vóór het uiteengaan der Conferentie hunne handteekening onderaan op deze internationale akte te stellen. De Overeenkomst moet, krachtens artikel 23, tot 31 October 1924 open blijven ter onderteekening door de andere Staten; het schijnt buiten twijfel dat, vóór het verstrijken van dezen termijn, andere landen, al of niet vertegenwoordigd op de Conferentie van Genève, zich in grooten getale zullen komen voegen bij deze die ze op 3 November 1923 onderteekend hebben.

Naast de afgevaardigden der Staten zetelde er eene afvaardiging der Interna-

tionale Kamer van Koophandel, uitgenoodigd door den Raad van den Volkenbond om aan de conferentie ten raadgevenden titel deel te nemen. Dit organisme, welks werking zich door de tusschenkomst van Nationale Comiteiten, over talrijke landen uitstrekt, had sedert vele maanden de vraagstukken voorkomend op het programma der Conferentie ter studie gelegd, en had aan de zakenwereld de gelegenheid gegeven over deze vraagstukken zienswijzen van essentieel practischen aard te doen kennen. Aldus kon de internationale Kamer van Koophandel aan de Conferentie eene medewerking verleenen die op den uitslag harer werkzaamheden den gunstigsten invloed heeft uitgeoefend.

* * *

De tot stand gekomen Overeenkomst bevat verschillende categorieën beschikkingen. De eene behelzen verbintenissen van algemeenen aard en beoogen eerder de eerbiediging van zekere beginselen dan de verplichting om eene bepaalde reglementeering toe te passen : het doel der te nemen maatregelen wordt aangeduid maar de aard zelf der maatregelen, de modaliteiten hunner toepassing worden aan de beoordeeling der Staten overgelaten. Daarentegen behelzen andere beschikkingen concrete en uitdrukkelijke verbintenissen over nauwkeurig bepaalde onderwerpen. Andere nog hebben het karakter van eenvoudige aanbevelingen.

Tot de eerste categorie behooren inzonderheid artikelen 1, 2 en 3. Het eerste beoogt de vereenvoudiging der douane-formaliteiten, in hun geheel genomen. Het tweede bevat de verplichting om het beginsel der rechtvaardige behandeling van den handel in zake douane-reglementeering stipt na te leven. Het derde beoogt de vermindering der in- of uitvoerverboden en -beperkingen en bepaalt terzelfder tijd de regels die bij het toepassen van het regime der vergunningen moeten nageleefd worden; de Belgische afvaardiging is vooral tusschenbeide gekomen om op dit gebied bepaalde regels in de Overeenkomst te doen opnemen die verder gaan dan het eerst-opgemaakte programma der Conferentie, en zij werd op dit punt, zooals op andere punten van onbetwistbaar praktisch nut, zeer doelmatig gesteund door de internationale Kamer van Koophandel.

Artikel 7 der Conventie dient op deze plaats vermeld te worden omdat het meer in 't bijzonder met de toepassing der zooeven aangehaalde drie artikelen in verband staat. Het bevat de verplichting, voor de verdragsluitende Staten, om op geregelde tijden aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond eene samenvatting te overhandigen der maatregelen door hen genomen om de vereenvoudiging der douane-formaliteiten te verzekeren. Aldus zal het mogelijk zijn na te gaan welke vooruitgang er door elk land op den door de Overeenkomst aangeduiden weg gemaakt werd. Deze maatregel maakt eene soort zedelijke sanctie uit, die van aard is tusschen de Staten een voor den internationalen handel zeer voordeeligen wedijver te doen ontstaan.

De Conferentie van Genua had de noodzakelijkheid in het licht gesteld eene snelle en uitgebreide publiciteit te geven aan de maatregelen betreffende douane-zaken, hetzij het ging om douane-tarieven of om eigenlijk gezegde reglemen-

teering. Deze gedachte, evenals overigens andere die op deze internationale vergadering besproken geweest waren, werd overgenomen door de Conferentie van Genève die ze heeft uitgedrukt in den vorm van nauwkeurige en duidelijke beschikkingen gegroepeerd in artikels 4, 5 en 6 der Overeenkomst van 3 November 1923. Het geldt uitdrukkelijke, nauw bepaalde verbintenissen waarvan de handel de gunstigste uitwerksels verwachten mag. Wij vestigen hier de aandacht op de bekrachtiging die in een zekeren zin door artikel 6 gegeven wordt aan eene instelling die haar zetel te Brussel heeft, waar zij sedert meer dan dertig jaar haar werkzaamheden verricht : het « Internationaal Bureau voor de bekendmaking der tollarieven ».

Concreet en uitdrukkelijk zijn eveneens de verplichtingen voorgeschreven in artikel 10 betreffende het regime dat dient te worden toegepast op handelsreizigers alsmede op modellen en monsters. Reeds hadden de handelsverdragen soortgelijke verplichtingen voorgeschreven. De dienaangaande in de Overeenkomst van Genève opgenomen beschikkingen zullen, door hunne nauwkeurigheid en hunne meer algemeene toepassing, op dit gebied, dat van zulk een aanzienlijk praktisch belang is, tegelijkertijd een vereenvoudiging en een eenmaking verwezenlijken die zeer gunstig zullen zijn voor de ontwikkeling der internationale betrekkingen.

Niet minder belangrijk is de kwestie der getuigschriften van oorsprong, welke geregeld wordt door artikel 11. Naast de bevestiging van een beginsel — namelijk de beperking, in al de mogelijke mate, der gevallen waarin getuigschriften van oorsprong vereischt zijn — komen hier omstandige beschikkingen voor, die van streng verplichtenden aard zijn. De Belgische Afvaardiging heeft gedaan wat in hare macht was om, in zoverre de eischen van het douanetoezicht het toelaten, de belemmeringen te doen verminderen welke het overleggen van getuigschriften van oorsprong aan den internationalen handel veroorzaakt en die juist den invoer treffen van Staten die, in zake douanerechten, en voorkeur regime genieten. Wij twijfelen er niet aan, Mijne Heeren, dat gij een zeer bijzonder belang zult hechten aan de uitslagen waartoe op dit gebied de besprekingen van de Conferentie van Genève geleid hebben.

Naast de beschikkingen betreffende de getuigschriften van oorsprong staan die van artikel 12 aangaande de « consulaire rekeningen ». Het was eveneens wenschelijk op dit gebied waarborgen van vereenvoudiging te verkrijgen.

Artikel 13 behandelt een onderwerp waarover het niet mogelijk heeft geschenen verplichtingen van algemeene toepassing voor te schrijven in een overeenkomst die talrijke Staten verbindt : het heeft betrekking op zekere categorieën van goederen waarvoor het toe te passen regime afhangt van de uitvoering van bijzondere technische voorwaarden wat betreft hunne samenstelling, hunnen graad van zuiverheid, hunne hoedanigheid, hunnen gezondheidstoestand, enz. Het is gebleken dat deze soort maatregelen zich veeleer leende tot het sluiten van wederzijdsche overeenkomsten en men heeft zich beperkt tot het bepalen van zekere beginselen die door deze overeenkomsten eventueel zouden moeten gehuldigd worden.

Door artikelen 14 en 16 worden om zoo te zeggen slechts wenschen uitge-

drukt. Daarin wordt gehandeld over zaken waarvoor het moeilijk was, in den huidige stand der ondernomen voorafgaande studies, aan de Staten uitdrukkelijke verplichtingen op te leggen. Men heeft zich voor het oogenblik bepaald tot het uitdrukken der regelen en beginselen waarvan de toepassing aan de onderteeknende Staten wordt aanbevolen en die inzonderheid beoogen de vlotte inklaring der goederen, het onderzoek van het reisgoed der reizigers, het regime der goederen in entrepot, de magazijntaxen, de tijdelijke in- en uitvoeren, enz. Wat het reisgoed der reizigers betreft formuleert artikel 15, van den anderen kant, een concrete verplichting welke het ingeschreven reisgoed van het douane-onderzoek aan de grens vrijstelt : deze bepaling zal ongetwijfeld naar waarde geschat worden door al degenen die de ongemakken kennen van het regime dat thans toegepast wordt op het reisgoed bij den overgang van het eene land naar het andere.

Wij zullen hieraan toevoegen dat de Conferentie den wensch heeft uitgedrukt, wat de in artikel 14 behandelde aangelegenheden betreft, naderhand een vooruitgang te zien verwezenlijken door de aanbevelingen die voorkomen in het Aanhangsel bij gezegd artikel te vervangen door verplichtingen krachtens overeenkomsten aanvaard. Zij heeft dienvolgens den Raad van den Volkenbond verzocht de mogelijkheid te onderzoeken om, wanneer hij de omstandigheden gunstig zal achten, deze aanbevelingen te onderwerpen aan een nieuwe Conferentie nadat het in dit aanhangsel vervatte programma door het Economisch Comité van den Volkenbond nader uitgewerkt zal zijn. Aldus moeten de beschikkingen van artikel 14 beschouwd worden als een eerste stadium op den weg naar de vereenvoudiging en de eenvormigmaking der zaken waarvan sprake.

Sedert zijne zitting van December 1. l., heeft de Raad van den Volkenbond besloten den wensch der Conferentie betreffende de aanbevelingen geformuleerd in het aanhangsel bij artikel 14, voor advies naar het Economisch Comité te verzenden.

Geleid door een anderen wensch van de Conferentie van Genève, heeft de Raad eveneens het Economisch Comité gelast te onderzoeken wat gedaan zou kunnen worden om valsche douaneverklaringen te voorkomen en inzonderheid de valsche verklaringen in de rekeningen overgelegd tot staving van de verklaringen van de waarde der goederen, wat een der meest voorkomende oorzaken van douane-geschillen is.

* * *

De artikelen 17 tot 30 van de Overeenkomst raken niet aan de technische kwesties : zij hebben uitsluitend een formeel of protocolair karakter. Een daarvan, artikel 22, verdient echter dat er hier de aandacht op gevestigd wordt : het heeft betrekking op de belangrijke kwestie van de regeling der geschillen die tusschen de Verdragsluitende Staten zouden ontstaan aangaande de uitlegging en de toepassing van de beschikkingen der Overeenkomst. Het bepaalt in hoofdzaak dat, ingeval een dergelijk geschil niet het voorwerp eener regeling in der minne zou kunnen uitmaken, de Partijen, vooraleer hunne toevlucht te nemen tot eenige scheidsrechterlijke of gerechtelijke procedure, het

geschil zullen kunnen onderwerpen « aan elk technisch organisme dat de Raad van den Volkenbond daartoe zal kunnen aanwijzen », ten einde tot eene minnelijke schikking te geraken.

Dit organisme zal een raadgevend advies uitbrengen, na de Partijen gehoord te hebben.

Deze laatsten zullen door dit raadgevend advies niet gebonden zijn; zij zullen vrij blijven, zoowel na als vóór deze minnelijke tusschenkomst, hunne toevlucht te nemen tot elke andere scheidsrechterlijke of gerechtelijke proceduur naar hunne keus, met inbegrip van de rechtsvordering vóór het Bestendig Hof van Internationale Justitie.

Eene verplichting in dit opzicht wordt evenwel voorzien wat betreft de geschillen die zouden ontstaan betreffende de uitlegging of de toepassing, hetzij van alinea's 2 of 3 van artikel 4, hetzij van artikel 7 : in deze gevallen, zullen de Partijen, op verzoek van eene hunner, het voorwerp van het geschil aan de beslissing van het Bestendig Hof moeten onderwerpen, hetzij zij al of niet hunne toevlucht reeds genomen hebben tot het hierboven bedoelde organisme.

De Raad van den Volkenbond heeft zich, in zijne zitting der maand December j. l., beziggehouden met de aanwijzing van het technisch organisme, waarvan de tusschenkomst aldus voorzien is. Hij heeft het Economisch Comitéit verzocht deze aangelegenheid ter studie te leggen en hem voorstellen te onderwerpen.

De Raad heeft, anderzijds, besloten dat het Economisch Comitéit, in afwachting van de samenstelling van het in artikel 22 bedoelde technisch organisme, zou belast worden met het geven der adviezen voorzien in n° 6 van het Protocol der Overeenkomst, wat betreft de uitzonderingen die eventueel aan sommige Staten aangaande de toepassing van artikels 10 en 11 zouden toegestaan worden.

. . .

De uitnoodiging die door het Secretariaat van den Volkenbond gericht werd aan de Staten geroepen om aan de Conferentie deel te nemen, bepaalde dat de aangelegenheid der douaneformaliteiten alleen zou besproken worden met uitsluiting van alles wat betrekking heeft op de tariefpolitiek der Staten. Het scheen, inderdaad, ongelegen de studie aan te vangen van een onderwerp dat, in de tegenwoordige omstandigheden, weinig kans had het voorwerp eener internationale schikking te kunnen uitmaken.

Binnen de perken van het aldus omschreven plan, heeft de Conferentie een oprecht nuttig werk verricht. Deze uitslag is grootendeels te danken aan de samenwerking die werd verkregen tusschen de officieele Afgevaardigden der Staten, voor het grootste gedeelte tot de Douanebeheeren behoorend, en de zakenwereld, vertegenwoordigd door de afgevaardigden der Internationale Kamer van Koophandel. Deze samenwerking heeft toegelaten de op het programma gestelde kwesties onder al hunne opzichten en in den meest praktischen geest te onderzoeken; en indien sommige der beschikkingen van de Overeenkomst, op zich zelf, geene concrete verplichtingen van formeelen aard uitmaken,

mag men toch van de besprekingen die in den schoot der Conferentie gehouden werden, verwachten dat deze beschikkingen, in de landen die de overeenkomst onderteeekend hebben, eene toepassing zullen krijgen die werkelijk de belangen van den internationalen Handel zoekt te vrijwaren.

De Belgische Afvaardiging ter Conferentie van Genève heeft getracht in al de kwesties de meest ruime gedachten te doen zegevieren; zij heeft in dien zin, één invloed kunnen uitoefenen die tot uiting komt in vele beschikkingen der Overeenkomst van den 3^e December 1923.

Er mag beweerd worden dat door deze Overeenkomst, in haar geheel genomen, een zeer te waardeeren vooruitgang bewerkstelligd wordt die den Volkenbond tot eer strekt. Zij zal voor gevolg hebben niet alleen de douaneformaliteiten in groote mate te verminderen en te vereenvoudigen, maar zij zal eveneens, in de toepassing dezer formaliteiten, de eerbiediging verzekeren van het beginsel der rechtmatige behandeling van den handel dat in artikel 23 van het Pact van den Volkenbond uitgedrukt wordt.

Wij vertrouwen, Mijne Heeren, dat de Akte van den 3^e November 1923 uwe gèheele en volledige goedkeuring zal verkrijgen.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.*

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,
P. HYMANS.*

**INTERNATIONALE OVEREENKOMST
VOOR DE VEREENVOUDIGING DER DOUANEFORMALITEITEN.**

DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, BRAZILIË, het BRITSCH KEIZERRIJK (MET DE ZUID-AFRIKAANSCH E UNIE), CHILI, EGYPTE, SPANJE, FINLAND, FRANKRIJK, GRIEKENLAND, ITALIË, LITHAUEN, LUXEMBURG, het PROTECTORAAT DER FRANSCH E REPUBLIEK IN MAROKKO, PORTUGAL, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, SIAM, ZWITSERLAND, HET REGENTSCHAP VAN TUNIS (FRANSCH PROTECTORAAT), URUGUAY,

Wenschende de toepassing te verzekeren van het beginsel der rechtmatige behandeling van den handel, verkondigd in artikel 23 van het Pact van den Volkenbond,

Overtuigd zijnde dat door den internationalen handel te ontslaan van den last van nuttelooze, overdreven of willekeurige douane- of gelijkaardige formaliteiten, zij een gewichtigen stap zouden doen voor de verwezenlijking van dit doel,

Overwegende dat, om tot een uitslag op dit gebied te geraken, het beste middel is zijne toevlucht te nemen tot eene internationale overeenkomst, gegrond op rechtmatige wederkeerigheid,

Hebben besloten te dien einde eene overeenkomst te sluiten;

Ten gevolge waarvan de Hooge Verdragsluitende Partijen tot hunne Gevolmachtigden benoemd hebben, te weten :

DE PRESIDENT VAN HET DUITSCHE RIJK :

Den heer WILLY ERNST, Ministerieel Raadsman aan het Ministerie van Financiën van het Rijk.

DE PRESIDENT DER OOSTENRIJSCHE REPUBLIEK :

Den heer E. FRLÜGL, Minister-Resident, Vertegenwoordiger der Bondsregering van Oostenrijk bij den Volkenbond.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer JULES BRUNET, Gevolmachtigd Minister, Voorzitter van het « Internationaal Bureau voor de bekendmaking der Toltarieven », en

Den heer ARMAND L.-J. JANSSEN, Algemeen Bestuurder der Douanen.

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN BRAZILIË :

Den heer JULIO AUGUSTO BARBOSA CARNEIRO, Handelsattaché bij de Ambassade van Brazilië bij Zijne Britsche Majesteit.

**ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINK-
RIJK GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN VAN DE
BRITSCH OVERZEESCHE DOMINIONS, KEIZER VAN INDIË :**

SIR HUBERT LLEWELLYN SMITH, G. C. B., Economisch Raadsman der Britsche Regeering.

VOOR DE ZUID-AFRIKAANSCH E UNIE :

SIR HUBERT LLEWELLYN SMITH, G. C. B., Economisch Raadsman der Britsche Regeering.

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK CHILI :

Den heer JORGE BUCHANAN, Gewezen senator, Handelsraad bij het Gezantschap van Chili bij Zijne Britsche Majesteit.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN EGYPT E :

Den heer T. C. MACAULAY, Algemeen Bestuurder der Egyptische Douanen.

en

Den heer AHMED BEY ABDEL KHALEK, Bestuurder der Douane van Cairo.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE :

Zijne Excellentie den heer EMILIO DE PALACIOS Y FAU, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Zwitserschen Bondsraad.

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK FINLAND :

Den heer NILO MANNIO, Algemeen Secretaris van het Sociaal Ministerie.

Den heer URHO TOIVOLA, Gezantschapssecretaris.

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

Den heer ERNEST BOLLEY, Staatsraad, Algemeen Bestuurder der Douanen aan het Ministerie van Financiën en, wat betreft het Protectoraat der Fransche Republiek in Marokko :

Den heer PIERRE-PAUL SERRA, Bestuurder der Cherifaansche Douanen en wat betreft het Regentschap van Tunis (Fransch Protectoraat) :

Den heer CHARLES ODE, Bestuurder der Tunesische Douanen.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER HELLENEN :

Den heer VASIL COLOCOTRONIS, Gezantschapsraad,

en

den heer DIMITRI CAPSALI, Secretaris van Eerste Klas aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIE :

Dr CARLO PUGLIESI, Algemeen Onderbestuurder der Douanen.

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK LITHAUEN :

Den heer GAËTAN DOBKEVICIUS, Gezantschapsraad

en

Dr. PETRAS KARVELIS, Raadsheer aan het Ministerie van Financiën.

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG :

Den heer CHARLES VERMAIRE, Consul van Luxemburg te Geneve.

DE PRESIDENT DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

Zijne Excellentie den heer A. BARTHOLOMEU FERREIRA, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Portugeesche Republiek bij den Zwitserschen Bondsraad.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER SERVIERS, KROATEN EN SLOVENEN :

Den heer RADMILO BOVDITCH, Opziener der Douanen aan het Ministerie van Financiën

en

Den heer VALDEMAR LOUNATCHEK, Secretaris der Handelskamer te Zagreb.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SIAM :

Zijne Excellentie den heer PHYA SANPAKITCH PREECHA, Zijn buitengewoon gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning van Italië.

DE BONDSRAAD VAN DEN ZWITSERSCHEN BOND :

Den heer SAMUEL HAEUSERMANN, Algemeen Opziener aan het hoofd van de III^{de} Afdeeling van het Algemeen Bestuur der Douanen te Bern

en

Den heer EMIEL FERDINAND LEUTE, Bestuurder van het VI^{de} arrondissement der Douanen te Geneve.

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK URUGUAY :

Zijne Excellentie Dr. D. ENRIQUE E. BUERO, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Republiek Uruguay bij den Zwitserschen Bond.

Welke na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande wat volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Verdragsluitende Staten, ten einde onder elkander het beginsel en de bepalingen van artikel 23 van het Pact van den Volkenbond wat betreft de

rechtvaardige behandeling van den handel toe te passen, gaan de verbintenissen aan hunne handelsbetrekkingen niet te belemmeren door douane- of gelijkaardige formaliteiten die overdreven, onnoodig of willekeurig zouden zijn.

Te dien einde verbinden de Verdragsluitende Staten er zich toe door alle geschikte maatregelen van wetgevend en administratief aard, de bepalingen vastgesteld door hunne wetten of reglementen of door de verordeningen en onderrichtingen van hunne bestuurlijke overheden, wat betreft de douane- of gelijkaardige formaliteiten, te herzien, ten einde deze te vereenvoudigen, ze af en toe aan te passen aan de behoeften der handelsbetrekkingen met het buitenland en aan gezegde betrekkingen elken hinderpaal te sparen die niet onmisbaar zou zijn voor de bescherming der wezenlijke belangen van het land.

ART. 2.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich het beginsel der rechtvaardige behandeling wat betreft de douane- of gelijkaardige reglementeringen of handelwijzen, de formaliteiten betreffende de aflevering van vergunningen, de methoden van onderzoek of van ontleding of elke andere door deze overeenkomst bedoelde kwestie stipt in acht te nemen; en, overeenkomstig dit beginsel, ontzeggen zij zich dienaangaande elk onrechtvaardig onderscheid gemaakt ten nadeele van den handel van eenen Verdragsluitenden Staat.

Bovenstaand beginsel blijft toepasselijk zelfs in de gevallen waarin zekere Verdragsluitende Staten, in overeenkomst met hunne wetgeving of hunne handelsovereenkomsten, wederzijds aan elkander nog grootere faciliteiten zouden kunnen verleen als degene die uit deze overeenkomst voortvloeien.

ART. 3.

Met het oog op de ernstige hinderpalen die voor den internationalen handel ontstaan uit de in- of uitvoerverboden en -beperkingen, verbinden de Verdragsluitende Staten zich om, zoodra de omstandigheden het hun zullen toelaten, alle maatregelen aan te nemen en toe te passen die geschikt zijn om gezegde verboden en beperkingen tot een minimum terug te brengen en, in alle geval, om in zake vergunningen waardoor afwijkingen van de in- of uitvoerverboden worden toegestaan, alle noodige schikkingen te nemen :

a) Opdat de voorwaarden en de formaliteiten te vervullen met het oog op het verkrijgen dezer vergunningen onmiddellijk in den meest duidelijken en juiststen vorm ter kennis van het publiek gebracht zouden worden;

b) Opdat de wijze van aflevering dezer stukken zoo eenvoudig en zoo onveranderlijk mogelijk zij;

c) Opdat het onderzoek der aanvragen en de overhandiging der vergunningen aan de belanghebbenden met den grootst mogelijken spoed zou geschieden;

d) Opdat de wijze van aflevering der vergunningen zoo geregeld zij dat de handel in deze stukken voorkomen worde. Te dien einde moeten de vergunningen

gen, wanneer zij aan personen verleend worden, den naam van den genietcr dragen en niet gebruikt kunnen worden door eenen anderen persoon;

e) Opdat, in geval van vaststelling van contingenten, de door het invoerende land opgelegde formaliteiten niet van aard zouden zijn om eene rechtvaardige verdeeling van de hoeveelheden goederen, waarvan de invoer toegelaten is, te verhinderen.

ART. 4.

De Verdragsluitende Staten zullen al de reglementen betreffende de douaneformaliteiten en andere gelijkaardige, alsmede alle daarop betrekking hebbende wijzigingen, die tot nu toe nog niet openbaar zouden gemaakt zijn, zonder verwijl moeten openbaar maken zoodanig dat alle belanghebbenden er kennis van kunnen hebben en ten einde aldus het nadeel te vermijden dat zou kunnen voortspuiten uit de toepassing van door hen niet gekende douaneformaliteiten,

De Verdragsluitende Staten verbinden zich geen enkelen maatregel betreffende de douanereglementeering in werking te doen treden die niet vooraf ter kennis van het publiek gebracht werd, hetzij door bekendmaking in het Staatsblad van het land, hetzij langs elken anderen geschikten weg van officieele of private openbaarmaking.

Dezelfde verplichting van voorafgaande openbaarmaking is van toepassing op alles wat de tarieven alsmede de verboden en beperkingen van in- en uitvoer betreft.

Echter verliezen de beschikkingen der bovenstaande alinea's 2 en 3 hun verplichtend karakter, in gevallen van uitzonderlijken aard, waarin er gevaar bestaat dat de voorafgaande openbaarmaking nadeel zou toebrengen aan de wezenlijke belangen van het land. In dergelijke gevallen zal de openbaarmaking echter zooveel mogelijk moeten samenvallen met het van kracht worden van den genomen maatregel.

ART. 5.

Elke Verdragsluitende Staat die door stuksgewijs genomen maatregelen of opeenvolgende wijzigingen zijn toltarief voor een belangrijk aantal artikelen gewijzigd zal hebben, zal er aan het publiek een trouw beeld van moeten geven, door in een gemakkelijk begrijpbaren vorm een overzicht bekend te maken van al de rechten die toepasselijk zijn krachtens het geheel der in voege zijnde beschikkingen.

Te dien einde moeten alle door de douaneoverheden te innen rechten wegens in- of uitvoer van goederen op methodische wijze aangegeven worden, hetzij het gaat om douanerechten, bijkomende rechten, taxen op verbruik, verkeer, behandeling of dergelijke en, in het algemeen, al de taxen van welken aard ook, met dien verstande dat de hierboven voorziene verplichting beperkt is tot de rechten en taxen op de in- of uitgevoerde goederen te innen, voor rekening van den Staat en door het feit der inklaring.

De belastingen waaraan de goederen onderworpen zijn zoodoende zonder dubbelzinnigheid aangegeven zijnde, zal vermeld moeten worden, in geval van

verbruiks- en andere taxen te innen voor rekening van den Staat wegens inklaaring, of op de vreemde koopwaar een bijzondere belasting gelegd is, wegens het feit dat, als uitzonderlijke maatregel, deze taxen niet gelegd zouden kunnen worden op de goederen van het invoerland of slechts gedeeltelijk.

De Verdragsluitende Staten verplichten zich de noodige maatregelen te nemen om de handelaars in de gelegenheid te stellen officiële inlichtingen te verkrijgen aangaande de toltarieven, en inzonderheid het bedrag der rechten op eene bepaalde koopwaar te innen.

ART. 6.

Ten einde de Verdragsluitende Staten en hunne onderhoorigen in staat te stellen zoo spoedig mogelijk ingelicht te worden over al de in artikelen 4 en 5 bedoelde maatregelen, die betrekking hebben op hunnen handel, verbindt elke Verdragsluitende Staat zich aan den diplomatieken vertegenwoordiger van elk der andere Staten, of aan elken daartoe aangewezen vertegenwoordiger die op zijn grondgebied verblijft, alle in uitvoering van gezegde artikelen gedane bekendmakingen mede te deelen; deze mededeeling zal gedaan worden in dubbel en zoodra de bekendmaking geschiedt.

Bij gebrek aan een diplomatieken of anderen vertegenwoordiger zal de mededeeling aan den belanghebbenden Staat geschieden langs den weg dien hij daartoe zal aanwijzen.

Elke Verdragsluitende Staat verbindt zich bovendien aan het Secretariaat van den Volkenbond, van alle in uitvoering der artikelen 4 en 5 gedane bekendmakingen tien exemplaren bij hun verschijnen te doen toekomen.

Elke Verdragsluitende Staat verbindt zich tevens alle door hem ingestelde toltarieven of wijzigingen aan de bestaande tarieven in tien exemplaren bij hun verschijnen mede te deelen aan het « Internationaal Bureau voor de bekendmaking der Toltarieven », te Brussel, door de Internationale Overeenkomst van 5 Juli 1890 belast met de vertaling en de bekendmaking der tarieven.

ART. 7.

De Verdragsluitende Staten verbinden zich, zoowel door middel hunner wetgeving als door middel van hun bestuur, alle meest geschikte maatregelen te nemen om de willekeurige of onrechtvaardige toepassing te verhinderen van hunne wetten en reglementen betreffende de douanen of gelijkaardige zaken, alsmede om langs bestuurlijken, gerechtelijken of scheidsrechterlijken weg een verhaal te verzekeren aan personen die door deze misbruiken benadeeld werden.

Alle maatregelen van dien aard die thans van kracht zijn of in het vervolg zouden genomen worden, zullen moeten bekendgemaakt worden op de wijze voorzien in artikelen 4 en 5.

ART. 8.

Behalve het geval waarin goederen verbeurd zouden kunnen verklaard worden, en in zooverre hunne aanwezigheid niet onmisbaar is voor het oplossen van het

geschil, moeten de goederen die het voorwerp uitmaken van een geschil betreffende de toepassing van het toltarief of betreffende hun oorsprong, herkomst of waarde, op verzoek van den declarant, onmiddellijk te zijner vrije beschikking gesteld worden, zonder de oplossing van het geschil af te wachten, onder voorbehoud van de maatregelen noodig om de belangen van den Staat te vrijwaren. Het is verstaan dat de terugbetaling van de geconsigneerde rechten of de vernietiging van de door den declarant onderschreven verbintenis zal geschieden dadelijk na de oplossing van het geschil, hetgeen in alle geval zoo spoedig mogelijk zal moeten geschieden.

ART. 9.

Ten einde de vorderingen aan te toonen gemaakt in alles wat betreft de vereenvoudiging van de douane-of gelijkaardige formaliteiten, bedoeld in de voorafgaande artikelen, zal elk der Verdragsluitende Staten aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond binnen de twaalf maanden die volgen op het in werking treden, voor hem, van deze Overeenkomst, een overzicht doen toekomen van de door hem genomen maatregelen om gezegde vereenvoudiging te verwezenlijken.

Dergelijke overzichten zullen daarna alle drie jaren verstrekt worden en telkens de Raad van den Bond het zal vragen.

ART. 10.

De monsters en modellen, aan invoerrechten onderworpen en voor invoer niet verboden zijnde, die ingevoerd worden door fabrikanten of handelaars gevestigd in om het even welken der Verdragsluitende Staten, hetzij door hen persoonlijk, hetzij door bemiddeling van handelsreizigers, zullen voorloopig tolvrij op het grondgebied van elk der Verdragsluitende Staten toegelaten worden, mits het bedrag der invoerrechten in bewaring te geven of een gewaarborgde verbintenis aan te gaan waardoor ingestaan wordt voor de eventuele betaling der rechten.

Om dit voordeel te genieten moeten de fabrikanten of handelaars zich gedragen naar de wetten, reglementen en douaneformaliteiten dienaangaande door bovengezegde Staten uitgevaardigd, deze wetten en reglementen zullen aan de belanghebbenden het bezit eener legitimatiekaart kunnen voorschrijven.

Voor de toepassing van dit artikel worden als monsters of modellen beschouwd alle voorwerpen die eene bepaalde koopwaar voorstellen onder het dubbele voorbehoud enerzijds dat gezegde voorwerpen bij hunnen wederuitvoer behoorlijk geïdentificeerd kunnen worden, anderzijds dat de aldus ingevoerde voorwerpen niet zulk eene hoeveelheid vertegenwoordigen en niet zulk een waarde hebben dat zij, in hun geheel genomen, geen monsters in den gewonen zin van het woord meer zijn.

De douane-overheden van om het even welken der Verdragsluitende Staten zullen, met het oog op de latere vaststelling van de identiteit der monsters of modellen, de merken door de douane van een anderen Verdragsluitenden Staat

daarop aangebracht als voldoende beschouwen, op voorwaarde dat deze monsters of modellen vergezeld zijn van een beschrijvende lijst door de douane-overheden van dezen laatsten Staat echtverklaard. Bijkomende merken mogen echter op de monsters of modellen worden aangebracht door de douane van het land van invoer in al de gevallen waarin gezegd beheer deze vermeerdering van waarborg onmisbaar zou achten om bij den wederuitvoer de identiteit der monsters of modellen te kunnen vaststellen. Buiten dit laatste geval zal het nazien door de douane slechts bestaan in het vaststellen der identiteit van de monsters en het bepalen van het bedrag der eventueel te vorderen rechten en taxen.

De termijn voor den wederuitvoer is bepaald op minstens zes maanden behoudens de verlenging die het aan het douanebestuur van het land van invoer vrij staat te verleenen. Na het verstrijken van den verleenden termijn zal betaling van de rechten op de niet wederuitgevoerde monsters geëischt worden.

De terugbetaling der bij den invoer geconsigneerde rechten of de vrijmaking van den borgtocht waardoor ingestaan wordt voor de betaling dezer rechten zal onverwijld geschieden door al de aan de grens of binnen in het land gelegen kantoren, welke daartoe de noodige macht verkregen hebben, en eventueel onder afhouding van de rechten te betalen voor de monsters of modellen die voor wederuitvoer niet werden voorgelegd. De Verdragsluitende Staten zullen de lijst afkondigen aan de kantoren waaraan gezegde macht verleend werd.

In geval eene legitimatiekaart vereischt wordt, zal deze moeten overeenkomen met het bij dit artikel gevoegde model en afgeleverd worden door eene overheid daartoe aangewezen door den Staat, waarin de fabrikanten of handelaars den zetel hunner zaken hebben. Onder voorwaarde van wederkeerigheid zullen de legitimatiekaarten vrij zijn van consulaire of andere visa's behalve ingeval een Staat zou bewijzen dat bijzondere of uitzonderlijke omstandigheden hem nopen zulks te eischen. In dit geval zal de prijs van het visa zoo laag mogelijk moeten gesteld worden en de kosten van aflevering niet mogen overschrijden.

De Verdragsluitende Staten zullen zoodra mogelijk rechtstreeks aan elkander alsook aan het Secretariaat van den Volkenbond de lijst mededeelen van de overheden die als bevoegd erkend zijn voor het afleveren van legitimatiekaarten.

Totdat het bovenbepaalde regime wordt ingevoerd, zullen de faciliteiten die de Staten reeds toestaan niet beperkt worden.

De beschikkingen van dit artikel, behalve die betreffende de legitimatiekaart, zijn toepasselijk op de monsters en modellen die, aan invoerrechten onderworpen en voor invoer niet verboden zijnde, ingevoerd zouden worden door fabrikanten, handelaars of handelsreizigers in om het even welken der Verdragsluitende Staten gevestigd, zelfs indien deze fabrikanten, handelaars of handelsreizigers gezegde monsters of modellen niet vergezellen.

[MODEL]

NAAM VAN DEN STAAT

(Afleverende overheid)

LEGITIMATIEKAART VOOR HANDELSREIZIGERS

*geldig gedurende twaalf maanden te rekenen van den datum van afgifte.*Goed voor. N^o der kaart.

Hierdoor wordt bevestigd dat de houder van deze kaart, de heer
 , geboren te ,
 wonende te , straat n^o
 ¹ bezit,
 gelegen te
 onder de firma

(of) handelsreiziger is in dienst van { het huis
 { de huizen
 te
 dat { ¹ { bezit
 die { { bezitten
 onder de firma

Daar de houder voornemens is bestellingen in te zamelen in bovenbedoelde landen en aankopen te doen voor het huis (de huizen) waarvan sprake wordt hierbij bevestigd dat gezegd(e) huis (huizen) de toelating heeft zijne (hebben hunne) nijverheid (nijverheden) en zijnen (hunnen) handel uit te oefenen te (.) en er de wettige belastingen te dien einde betaalt (betalen).

(.), den 19

Handtekening van het hoofd van het huis (de huizen) :

Persoonsbeschrijving van den houder :

Ouderdom.
 Lengte
 Haren
 Bijzondere kentekenen

Handtekening van den houder :

¹ Opgaaf van de fabriek of den handel.

N. B. -- De rubriek 1 van de formule moet slechtsingevuld worden indien het gaat om het hoofd van eene handels- of nijverheidsinrichting.

ART. 11.

De Verdragsluitende Staten zullen in alle mogelijke mate de gevallen beperken waarin getuigschriften van oorsprong vereischt worden.

Overeenkomstig dit beginsel, en met dien verstande dat de douanebeheeren hun volledig recht behouden om den werkelijken oorsprong der goederen na te gaan, en, bijgevolg, het recht, niettegenstaande het overleggen van getuigschriften, alle andere bewijzen te eischen die zij zouden noodig achten, nemen de Verdragsluitende Staten aan zich naar de volgende bepalingen te gedragen :

1^o De Verdragsluitende Staten zullen er zich op toeleggen om de vormen en de formaliteiten betreffende de afgifte en de erkenning van getuigschriften van oorsprong zoo eenvoudig en billijk mogelijk te maken, en zij zullen de gevallen waarin de getuigschriften vereischt worden en de voorwaarden waarin zij afgeleverd worden ter kennis van het publiek brengen.

2^o De getuigschriften van oorsprong mogen uitgaan, niet alleen van de officieele overheden der Verdragsluitende Staten, maar ook van alle organismen die de noodige bevoegdheid hebben en de noodige waarborgen bieden, en die vooraf door elk der belanghebbende Staten aanvaard werden. Elke Verdragsluitende Staat zal zoo spoedig mogelijk aan het Secretariaat van den Volkenbond, de lijst mededeelen van de organismen die hij gerechtigd zal hebben tot het afleveren van getuigschriften van oorsprong. Elke Staat behoudt zich het recht voor zijne toestemming aan om het even welk der aldus bekendgemaakte organismen te ontnemen, indien hij vaststelt dat dit organisme ten onrechte gezegde getuigschriften heeft afgeleverd.

3^o Ingeval de waar niet rechtstreeks van uit het land van oorsprong zou ingevoerd worden, maar verzonden zou zijn over het grondgebied van een derde verdragsluitend land, zullen de douanebeheeren de getuigschriften van oorsprong opgemaakt door de bevoegde organismen van gezegd derde land aanvaarden, echter onder voorbehoud van hun recht de ontvankelijkheid van dergelijke getuigschriften na te gaan op dezelfde wijze als voor de getuigschriften afgeleverd door het land van oorsprong.

4^o De douanebeheeren zullen geen overlegging van een getuigschrift van oorsprong verlangen :

a) Wanneer de belanghebbende afziet van het genot van een regime waarvan de toepassing ondergeschikt is aan de overlegging van een dergelijk getuigschrift;

b) Wanneer de aard zelf der goederen het onwedersprekelijk bewijs van hunnen oorsprong levert en wanneer een voorafgaande overeenkomst te dien opzichte tusschen de belanghebbende Staten is tot stand gekomen;

c) Wanneer de goederen vergezeld zijn van een getuigschrift hetwelk verklaart dat zij recht hebben op een gewestelijke benaming, onder voorbehoud dat deze titel verleend werd door een organisme daartoe gerechtigd en aanvaard door den invoerenden Staat.

5^o Indien de wetgeving hunner respectieve landen er zich niet tegen verzet, zullen de douanebeheeren, ingeval de wederkeerigheid verzekerd zou zijn :

a) De invoeren die, klaarblijkelijk, geen handelskarakter hebben of die, dit karakter hebbend, slechts een geringe waarde vertegenwoordigen, eveneens moeten vrijstellen van het bewijs van oorsprong behalve ingeval misbruik vermoed wordt.

b) De getuigschriften van oorsprong moeten aanvaarden afgeleverd voor goederen die niet onmiddellijk uitgevoerd werden, op voorwaarde dat de verzending der goederen plaats heeft gehad binnen een termijn bepaald op eene maand of op twee maanden, naar gelang het land van verzending en het land van bestemming aan elkander grenzen of niet, deze termijnen kunnende verlengd worden indien de redenen ingeroepen om de vertraging in het vervoer der goederen te rechtvaardigen voldoende blijken.

6^o Wanneer om een aannemelijke reden de invoerder niet in staat zou zijn het getuigschrift van oorsprong bij den invoer der goederen over te leggen, zal hem den noodigen tijd voor het overleggen van dezen titel kunnen worden toegestaan onder de voorwaarden die de douanebeheeren noodig zullen achten om de betaling der eventueel invorderbare rechten te waarborgen. Wanneer het getuigschrift later wordt overgelegd zullen de rechten, die eventueel te veel betaald of in consignatie gegeven werden, zoodra mogelijk terugbetaald worden.

Voor toepassing van deze beschikking zal rekening gehouden worden met de omstandigheden die eventueel zouden voortvloeien uit de afrekening der contingenten.

7^o De getuigschriften zullen opgesteld kunnen worden hetzij in de taal van het invoerende land, hetzij in de taal van het uitvoerende land, terwijl de douane van het invoerende land vrij blijft, in geval van twijfel aangaande den inhoud van het stuk, er eene vertaling van te verlangen.

8^o De getuigschriften van oorsprong zullen in beginsel vrijgesteld zijn van het consulaire visa, vooral wanneer zij uitgaan van douanebeheeren. Indien, in uitzonderlijke gevallen, het consulaire visa vereischt blijft, mogen de belanghebbenden de getuigschriften van oorsprong naar hunne keus onderwerpen hetzij aan het visa van den consul van hun ressort, hetzij aan dat van den consul van een naburig ressort; de prijs van het visa zal zoo laag mogelijk moeten gesteld zijn en de kosten van uitgifte niet mogen overschrijden, inzonderheid wanneer het zendingen van geringe waarde betreft.

9^o De beschikkingen van dit artikel zijn toepasselijk op alle stukken die dienst doen als getuigschriften van oorsprong.

ART. 12.

De documenten « consulaire rekeningen » genaamd zullen slechts verlangd kunnen worden in zooverre de overlegging er van noodzakelijk is hetzij om den oorsprong der ingevoerde koopwaar vast te stellen, wanneer de oorsprong invloed kan hebben op de voorwaarden van toelating der goederen, hetzij om

er de waarde van te bepalen in geval van tarifeering ad valorem voor welke toepassing de handelsfaktuur niet voldoende zou zijn.

De vorm der consulaire rekeningen zal vereenvoudigd worden ten einde alle verwikkelingen of moeilijkheden te vermijden en het opmaken dezer documenten door den daarbij betrokken handelstak te vergemakkelijken.

De prijs van het visa der consulaire rekeningen zal slechts bestaan uit een vast recht, hetwelk zoo laag mogelijk zal zijn, en het aantal exemplaren voor eene zelfde rekening verlangd zal niet meer dan drie bedragen.

ART. 13.

Wanneer het regime toe te passen op om het even welke categorie van ingevoerde goederen, afhangt van het vervullen van bijzondere technische voorwaarden, wat betreft hunne samenstelling, hunnen graad van zuiverheid, hunne hoedanigheid, hun staat van gezondheid, de zone van voortbrenging of andere dergelijke voorwaarden, zullen de Verdragsluitende Staten trachten overeenkomsten te sluiten naar luid waarvan de afgeleverde getuigschriften, alsmede de zegels of merken aangebracht door het uitvoerende land als waarborg dat gezegde voorwaarden vervuld zijn, aanvaard zullen worden, zonder dat deze goederen in het invoerende land aan een tweede ontleding of een ander onderzoek zullen worden onderworpen, onder voorbehoud van bijzondere waarborgen, ingeval er vermoed wordt dat de verlangde voorwaarden niet vervuld zijn. De invoerende Staat zou eveneens alle waarborgen moeten hebben wat betreft de overheid die de getuigschriften aflevert, alsmede wat betreft den aard en het karakter der door het uitvoerende land verlangde proeven. Langs den anderen kant zou het douanebeheer van den invoerenden Staat het recht moeten behouden om tot eene tweede ontleding over te gaan telkens hij daartoe bijzondere redenen zou hebben.

Om het algemeen worden van dergelijke overeenkomsten te vergemakkelijken zou het nuttig zijn er de volgende bepalingen in op te nemen :

a) De methoden op gelijke wijze te volgen door al de laboratoria belast met het doen van ontledingen of proeven, welke methoden van tijd tot tijd op verzoek van eenen of meer der bij deze overeenkomsten partij zijnde Staten kunnen herzien worden;

b) Aard en karakter der ontledingen uit te voeren in elken der bij gezegde overeenkomsten partij zijnde Staten, daarbij zorg dragend den voor de produkten te verlangen graad van zuiverheid te bepalen op zulke wijze dat de gestelde voorwaarden niet op een werkelijk verbod zouden uitloopen.

ART. 14.

De Verdragsluitende Staten zullen de methodes onderzoeken die het best geschikt zijn om de formaliteiten betrekking hebbend op de spoedige inkleding der goederen, het nazien van het reisgoed der reizigers, het regime der in entrepôt opgeslagen goederen, pakhuistaxen, en andere zaken bedoeld in het

aanhangsel van dit artikel, te vereenvoudigen en gelijkvormiger alsmede billijker te maken door middel van een individueel of onderling overlegd optreden.

Voor de toepassing van dit artikel zullen de Verdragsluitende Staten de in dit aanhangsel opgenomen aanbevelingen gunstig in overweging nemen.

Aanhangsel bij artikel 14.

A. — VLUCC INKLARING DER GOEDEREN.

Inrichting en werking van den dienst :

1. Om de ophooping in zekere grenskantoren te vermijden, is het wenschelijk dat de wijze van inklaring op de kantoren of in de stapelhuizen in het binnenland vereenvoudigd worde, wanneer de binnenlandsche reglementen, de voorwaarden van het vervoer en den aard der goederen zulks toelaten.

2. Het is wenschelijk dat, behalve wanneer misbruik vermoed wordt en onverminderd de rechten die de Staten door hunne wetten bezitten, de plombeerlooden of andere douanezegels door eenen Staat aangebracht op goederen in doorvoer of op weg naar een stapelhuis, door de andere Staten erkend en eerbiedigd worden, onder voorbehoud van het recht voor deze laatsten nieuwe douanemerken te voegen bij de reeds bestaande plombeerlooden of zegels.

Passeeren der goederen door de douane :

3. Het is wenschelijk dat, in al de mate van het mogelijke en onverminderd het recht om bijzondere rechten te heffen, de Staten :

- a) Het inklaren van vergankelijke waren buiten de uren waarop de kantoren geopend zijn en buiten de werkdagen zouden vergemakkelijken ;
- b) Zouden toelaten, binnen de grenzen hunner wetgeving, dat schepen en booten buiten de gewone werkdagen en -uren der douane geladen en gelost worden.

Faciliteiten verleend aan den aangever :

4. Het is wenschelijk dat de bestemming altijd vrij weze, onder voorbehoud der bepalingen van artikel 10 der Overeenkomst van Bern van 14 October 1890 betreffende het vervoer van goederen per spoor, gewijzigd door de Overeenkomst van Bern van 19 September 1906, zelf de goederen bij de douane aan te geven, of ze door een door hem gekozen persoon te doen aangeven.

5. Het is wenschelijk — daar waar het stelsel als toepasselijk zal erkend zijn — dat er een formulier aangenomen worde behelzende tegelijkertijd de door den belanghebbende in te vullen douaneverklaring, het getuigschrift van onderzoek en, wanneer het belanghebbende land zulks nuttig oordeelt, het kwijtschrift van de betaling der inkomende rechten.

6. Het is wenschelijk dat de Staten er zich zooveel mogelijk van onthouden strenge straffen op te leggen voor lichte inbreuken op de proceduur of de reglementen der douane. In het bijzonder, ingeval er documenten moeten worden overgelegd voor het inklaaren eener waar, en indien er alsdan eene nalatigheid of eene vergissing begaan is die klaarblijkelijk zonder het minste inzicht tot bedriegen geschied is en die gemakkelijk kan hersteld worden, zal de eventueele boete tot een minimum dienen herleid te worden, zoodanig dat zij, zoo weinig mogelijk bezwarend zijnde, slechts neerkomt op eene principieele sanctie, d. i. op eene eenvoudige waarschuwing.

7. Het zou nuttig zijn de mogelijkheid te overwegen van het gebruik, voor het betalen of het waarborgen der douanerechten, van post- of van bankchecks, mits voorafgaande overlegging van eenen bestendigen borgtocht.

8. Het is wenschelijk dat de douane-overheden zooveel mogelijk gemachtigd zijn, wanneer de identiteit der goederen naar hun goeddunken kan vastgesteld worden, in geval van wederuitvoer der goederen, de bij den invoer betaalde rechten terug te betalen, op voorwaarde dat zij onafgebroken onder het toezicht der douane gebleven zijn. Het is eveneens wenschelijk dat er geen enkel uitvoerrecht opgelegd worde bij den wederuitvoer dezer goederen.

9. Er zouden gepaste maatregelen dienen te worden getroffen ten einde elke vertraging te vermijden bij het inklaaren van handelscatalogen en andere soortgelijke druksels die voor reclame bestemd zijn, wanneer zij per post verzonden worden of ingepakt zijn met de koopwaar waarop zij betrekking hebben.

10. Het is wenschelijk dat, ingeval zekere stukken, noodig voor de douane-formaliteiten, van het visa van een consul of van eene andere overheid moeten voorzien zijn, het bureel belast met de aflevering van het visa zou trachten zooveel mogelijk de diensturen aan te nemen die in zwang zijn in de handelsmiddens van de plaats waar het gevestigd is; het is bovendien wenschelijk dat de te betalen sommen voor overuren, wanneer zulke geïnd worden, tot een zoo redelijk mogelijk cijfer beperkt worden.

B. — ONDERZOEK VAN HET REISGOED DER REIZIGERS.

11. Het is wenschelijk dat het gebruik de handbagage te onderzoeken in treinen met volledige doorgang, hetzij onderweg hetzij terwijl de treinen in eene grenstatie stationneeren, zooveel mogelijk algemeen worde gemaakt.

12. Het is wenschelijk dat het gebruik aanbevolen onder bovenstaand n^o 11, betreffende het onderzoek van het reisgoed der reizigers, zooveel mogelijk worde uitgestrekt tot de reizigers die op zee of op andere waterwegen reizen. Het onderzoek zou in de mate van het mogelijke moeten geschieden aan boord der schepen, hetzij onderweg, wanneer de overvaart niet lang is, hetzij bij aankomst in de haven.

13. Het is wenschelijk dat de rechten en taxen waaraan de bijzonderste voorwerpen welke de reiziger gewoonlijk met zich medeneemt onderworpen zijn,

alsmede de naamlijst der verboden artikelen, in de lokalen der douane en, zooveel mogelijk, in de spoorwegrijtuigen en de schepen aangeplakt worden.

C. — REGIEM DER IN ENTREPÔTS OPGESLAGEN GOEDEREN EN PAKHUISTAXEN.

14. Het is wenschelijk dat de Staten waar dergelijke inrichtingen nog niet bestaan, zoogenaamde fictieve of bijzondere entrepôts oprichten of de oprichting er van goedkeuren; deze inrichtingen zouden kunnen gebruikt worden voor goederen die uit hoofde van hunnen aard bijzondere zorgen vereischen.

15. Het is wenschelijk dat de pakhuistaxen berekend worden op eene redelijke basis en derwijze dat zij in den regel de som niet overtreffen die noodig is om de algemeene kosten en den interest van het belegde kapitaal te dekken.

16. Het is wenschelijk dat het aan elken persoon die goederen in entrepôt heeft, toegelaten zij de beschadigde goederen weg te halen; deze zouden hetzij in het bijzijn van douane-ambtenaren vernietigd, hetzij aan den verzender teruggezonden worden, zonder aan de betaling van eenig douanerecht onderworpen te worden.

D. — OP HET MANIFEST VERMELDE EN NIET GELOSTE GOEDEREN.

17. Het is wenschelijk dat er geene inkomende rechten worden geëischt voor goederen die, alhoewel zij op het manifest vermeld staan, eigenlijk niet in het land ingevoerd zijn, op voorwaarde dat zulks op voldoende wijze bewezen worde hetzij door den vervoerder, hetzij door den kapitein, binnen den door het douane-beheer vastgestelden termijn.

E. — SAMENWERKING DER BETROKKEN DIENSTEN.

18. Het is wenschelijk de instelling der internationale statien uit te breiden en werkelijke samenwerking tusschen de verscheidene nationale diensten die er gevestigd zijn, te verkrijgen.

Het ware eveneens raadzaam zooveel mogelijk werkelijke overeenstemming te brengen tusschen de bevoegdheid en de diensturen der corresponderende bureelen van twee aangrenzende landen, gelegen aan weerskanten der grens, hetzij het gaat om gewone wegen, water- of spoorwegen. Het oprichten der tolkantoren van aangrenzende landen op eene zelfde plaats en, indien mogelijk, in hetzelfde gebouw, zou zooveel mogelijk moeten algemeen gemaakt worden.

Ten einde de aanbevelingen vervat in deze afdeeling E tot werkelijkheid te maken, is het wenschelijk dat er eene internationale Conferentie worde samengeroepen, waaraan vertegenwoordigers van al de betrokken besturen en organismen zouden deelnemen.

ART. 15.

Ieder der Verdragsluitende Staten gaat de verplichting aan, mits voldoende waarborgen vanwege de vervoerders en onder voorbehoud der wettelijke straffen

in geval van bedrog of van ongeoorloofden invoer, toe te laten dat het ingeschreven reisgoed rechtstreeks en van rechtswege, zonder douane-onderzoek aan de grens, vervoerd worde van de plaats van verzending in den vreemde naar een niet aan de grens gelegen bureel van zijn grondgebied, indien dit bureel daartoe bevoegd is. De Staten zullen de lijst der aldus bevoegde bureelen bekendmaken. Het is verstaan dat het den reiziger vrij zal staan zijn reisgoed op het eerste invoerkantoor aan te geven.

ART. 16.

Onder voorbehoud van al hunne rechten ten opzichte van hun eigen systeem van wetten in zake tijdelijken in- en uitvoer, zullen de verdragsluitende Staten zich zooveel mogelijk laten leiden door de beginselen uiteengezet in het aanhangsel bij dit artikel wat betreft het regime van goederen die in- of uitgevoerd worden om eene verdere bewerking te ondergaan, van voorwerpen die bestemd zijn voor tentoonstellingen van openbaren aard, hetzij deze een industrieel, commercieel, artistiek of wetenschappelijk doel hebben, van toestellen en voorwerpen bestemd voor proefnemingen en demonstratiën, van voertuigen voor toerisme of voor verhuizing, van stalen, pakgerei, goederen uitgevoerd onder voorbehoud van terugzending, en van alle andere gelijksoortige waren.

Aanhangsel bij artikel 16.

1. Het is wenschelijk dat de beschikkingen der wetten en reglementen op den tijdelijken in- en uitvoer vereenvoudigd worden in zooverre de omstandigheden het zullen toelaten, en dat zij bekendgemaakt worden op de wijze voorzien in artikelen 4 en 5 dezer Overeenkomst.

2. Het is wenschelijk dat de maatregelen van toepassing zooveel mogelijk het voorwerp uitmaken van algemeene beschikkingen, opdat alle belanghebbende personen of firma's er kennis van kunnen hebben en er het voordeel van kunnen genieten.

3. Het is wenschelijk dat de handelwijze aangenomen voor de identificeering der goederen zoo eenvoudig mogelijk zij, en, te dien einde, wordt er aanbevolen:

a) Rekening te houden met de waarborgen voortvloeiend uit de aanwezigheid, op de voorwerpen, van merken aangebracht door de douane-beheeren van andere Staten;

b) Het stelsel van identificeering door middel van modellen of van stalen, alsmede door middel van teekeningen of van volledige en uitvoerige beschrijvingen aan te nemen, inzonderheid wanneer het aanbrengen van merken onmogelijk zou zijn of bezwaren zou opleveren.

4. Het is wenschelijk dat de formaliteiten, zoowel van aangifte als van onderzoek, zouden kunnen geschieden niet alleen in de grenskantoren maar ook in al de kantoren die binnen in het land gelegen zijn en die de daartoe noodige bevoegdheid bezitten.

5. Het is wenschelijk dat er voldoende tijdruimte verleend worde voor de uitvoering der werken met het oog waarop tijdelijke in- en uitvoeren geschieden, dat er rekening worde gehouden met de onvoorziene omstandigheden die er de voleinding van kunnen vertragen en dat de termijn desnoods verlengd worde.

6. Het is wenschelijk dat de borgstellingen aangenomen worden zoowel in den vorm van gewaarborgde verbintenissen als in den vorm van stortingen in klinkende munt.

7. Het is wenschelijk dat de borgtochten terugbetaald of vrijgemaakt worden zoodra al de aangegane verplichtingen vervuld zijn.

Art. 17.

Deze overeenkomst doet geene afbreuk aan de algemeene of bijzondere maatregelen die een Verdragsluitende Staat bij uitzondering zou genoodzaakt zijn te nemen in geval van ernstige gebeurtenissen betreffende de veiligheid van het land of van zijne levensbelangen, met dien verstande dat het beginsel der rechtmatige behandeling van den handel steeds zooveel mogelijk moet worden in acht genomen. Zij doet evenmin afbreuk aan de maatregelen die de Verdragsluitende Staten zouden kunnen treffen om de gezondheid van menschen, dieren of planten te verzekeren.

Art. 18.

Deze Overeenkomst legt aan geen der Verdragsluitende Staten eenige verplichting op die in strijd zou zijn met zijne rechten en plichten als Lid van den Volkenbond.

Art. 19.

De verbintenissen door Verdragsluitende Staten aangegaan in zake douanereglementeering krachtens verdragen, overeenkomsten of schikkingen door hen aangegaan voor 3 November 1923, worden niet afgeschaft ten gevolge van het in werking treden dezer overeenkomst.

Om reden dezer niet-afschaffing, gaan de Verdragsluitende Staten de verplichting aan, zoodra de omstandigheden zulks zullen toelaten en ten minste bij het afloopen dezer overeenkomsten, in de aldus behouden verbintenissen die in strijd zouden zijn met de beschikkingen dezer Overeenkomst al de wijzigingen aan te brengen die van aard zijn ze met gezegde beschikkingen in overeenstemming te brengen; met dien verstande dat deze verbintenis niet van toepassing is op de bepalingen der verdragen die een einde gesteld hebben aan den oorlog van 1914-1918, aan welke verdragen deze Overeenkomst geene afbreuk kan doen.

Art. 20.

Overeenkomstig artikel 23e van het Pact van den Volkenbond, zal elke Verdragsluitende Staat die op geldige wijze tegen de toepassing van een om

't even welk der beschikkingen dezer Overeenkomst op het geheel of een gedeelte van zijn grondgebied, een ernstigen economischen toestand kan doen gelden voortspruitende uit verwoestingen op zijn bodem aangericht gedurende den oorlog van 1914-1918, beschouwd worden als zijnde tijdelijk vrijgesteld van de verplichtingen voortspruitende uit de toepassing van gezegde beschikking, met dien verstande dat het beginsel der rechtmatige behandeling van den handel, waartoe de Verdragsluitende Staten zich verplichten, in alle mogelijke mate moet nageleefd worden.

ART. 21.

Het is verstaan dat deze overeenkomst niet moet worden uitgelegd als regelend, op welke wijze ook, de rechten en plichten *inter se* van grondgebieden die deel uitmaken of onder de bescherming staan van een zelfden souverainen Staat, hetzij deze grondgebieden, afzonderlijk genomen, al dan niet Verdragsluitende Staten zijn.

ART. 22.

Indien er tusschen twee of meer Verdragsluitende Staten een geschil ontstaat aangaande de uitlegging of de toepassing der beschikkingen dezer Overeenkomst en indien dit geschil noch rechtstreeks tusschen de partijen noch door het gebruik van elk ander middel tot het bereiken eener minnelijke schikking kan geslecht worden, kunnen de bij het geschil betrokken partijen, alvorens hun toevlucht te nemen tot eenige scheidsrechterlijke of gerechtelijke proceduur, met het oog of eene minnelijke schikking, het geschil onderwerpen aan onverschillig welk technisch organisme dat de Raad van den Volkenbond te dien einde zou kunnen aanwijzen. Dit organisme zal een raadgevend advies uitbrengen na de partijen gehoord en ze, desnoods, bijeengebracht te hebben.

Het door gezegd organisme uitgebrachte raadgevend advies zal de bij het geschil betrokken partijen niet binden, tenware het door elk hunner aangenomen werd, en de partijen blijven vrij, hetzij na gebruik gemaakt te hebben van de bovenvermelde proceduur, hetzij om deze proceduur te vervangen, hun toevlucht te nemen tot alke andere scheidsrechterlijke of gerechtelijke proceduur naar hun keuze, met inbegrip der rechtsvordering vóór het Bestendige Hof van Internationale Justitie, voor al de zaken die luidens het statuut van het Hof tot dezes bevoegdheid behooren.

Indien er een geschil van het soort aangeduid in de eerste alinea van dit artikel ontstaat omtrent de uitlegging of de toepassing, hetzij van alinea's 2 of 3 van artikel 4, hetzij van artikel 7 dezer Overeenkomst, zullen de Partijen, op aanvraag van een hunner, het voorwerp van het geschil moeten onderwerpen aan de beslissing van het Bestendig Hof van Internationale Justitie, hetzij zij al dan niet vooraf hun toevlucht genomen hebben tot de proceduur aangeduid in paragraaf I van dit artikel.

Het rechtsgeding geopend vóór het bovenvermelde organisme of het door hetzelfde uitgebrachte advies zal in geen geval de opheffing van den maatregel die het voorwerp van het geschil uitmaakt, voor gevolg hebben; hetzelfde zal gelden

in het geval eener rechtsvordering vóór het Bestendig Hof van Internationale Justitie, tenware dit laatste er anders zou over beslissen overeenkomstig artikel 41 van zijn statuut.

ART. 23.

Deze Overeenkomst, waarvan de Fransche en de Engelsche tekst beide rechtsgeldig zijn, zal den datum van heden dragen en zal tot 31 October 1924 kunnen onderteekeend worden door elken op de Conferentie van Genève vertegenwoordigden Staat, door elk Lid van den Volkenbond en door elken Staat aan wien de Raad van den Volkenbond te dien einde een exemplaar dezer Overeenkomst zal medegedeeld hebben.

ART. 24.

Deze Overeenkomst zal moeten bekrachtigd worden. De akten van bekrachtiging zullen toegezonden worden aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond die er de nederlegging van zal berichten aan de Leden van den Volkenbond die de Overeenkomst onderteekeend hebben, alsmede aan de andere onderteekeurende Staten.

ART. 25.

Te rekenen van 31 October 1924, kan elke Staat die op de in artikel 23 bedoelde Conferentie vertegenwoordigd was en de Overeenkomst niet onderteekeend heeft, elk Lid van den Volkenbond en elke Staat aan wien de Raad van den Volkenbond te dien einde een exemplaar zal medegedeeld hebben, tot deze Overeenkomst toetreden.

Deze toetreding zal geschieden door middel eener akte overhandigd aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond ten einde in het archief van het Secretariaat neergelegd te worden. De Algemeene Secretaris zal onmiddellijk van deze nederlegging kennis geven aan de Leden van den Volkenbond die de Overeenkomst onderteekeend hebben alsmede aan de andere onderteekeurende Staten.

ART. 26.

Deze Overeenkomst zal slechts in werking treden nadat ze door vijf Mogendheden bekrachtigd zal zijn. De datum van hare inwerkingtreding zal zijn de negentigste dag nadat de vijfde bekrachtiging door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond ontvangen werd. Naderhand zal deze Overeenkomst, wat ieder der Partijen betreft, van kracht worden negentig dagen na ontvangst der bekrachtiging of der kennisgeving van toetreding.

Overeenkomstig de beschikkingen van artikel 18 van het Pact van den Volkenbond, zal de Algemeene Secretaris deze Overeenkomst registreeren op den dag van de inwerkingtreding dezer laatste.

ART. 27.

Eene bijzondere lijst zal door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond gehouden worden met vermelding der Partijen die deze Overeenkomst ondertee-kend of bekrachtigd hebben, tot dezelve toegetreden zijn of ze opgezegd hebben. Deze lijst zal voortdurend ter beschikking liggen van de Leden van den Bond en zij zal zoo dikwijls mogelijk worden bekendgemaakt, in overeenkomst met de aanwijzingen van den Raad.

ART. 28.

Deze Overeenkomst kan opgezegd worden door eene geschreven kennisgeving gericht tot den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond. De opzegging zal van kracht worden een jaar na den datum van hare ontvangst door den Algemeenen Secretaris, en zij zal slechts uitwerking hebben voor het Lid van den Volkenbond of den opzeggenden Staat.

De Algemeene Secretaris van den Volkenbond zal van elke door hem ontvangen opzegging kennis geven aan ieder der Leden van den Volkenbond die de Overeenkomst ondertee-kend hebben of tot dezelve toegetreden zijn, alsmede aan de andere onderteekenende of toetredende Staten.

ART. 29.

Elke Staat, die deze Overeenkomst onderteekent of tot dezelfde toetreedt, mag, hetzij op het oogenblik der onderteekening, hetzij op dit der bekrachtiging of toetreding, verklaren dat deze Overeenkomst noch het geheel noch een zijner protectoraten, koloniën, overzeesche bezittingen of grondgebieden onderworpen aan zijne souvereiniteit of aan zijn gezag, verbindt, en mag naderhand en overeenkomstig artikel 25, afzonderlijk toetreden in naam van onverschillig welk zijner protectoraten, koloniën, overzeesche bezittingen of grondgebieden, uitgesloten door deze verklaring.

De opzegging zal eveneens afzonderlijk mogen geschieden voor elk protectoraat, kolonie, overzeesche bezitting of grondgebied; de beschikkingen van artikel 28 zullen op deze opzegging van toepassing zijn.

ART. 30.

De Raad van den Volkenbond wordt verzocht de wenschelijkheid van het samenroepen eener Conferentie met het oog op de herziening dezer Overeenkomst in overweging te nemen, indien zulks door een derde der Verdragsluitende Staten aangevraagd wordt.

Ter oorkonde waarvan de voornoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend hebben.

Gedaan te Genève, den derden November negentienhonderd drie en twintig, in een enkel exemplaar dat in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond zal berusten; gelijkvormige afschriften zullen aan al de ter Conferentie vertegenwoordigde Staten overhandigd worden.

DUITSCHLAND :	GRIEKENLAND :
WILLY ERNST.	V. COLOCOTRONIS.
	D. CAPSALI.
OOSTENRIJK :	ITALIË :
E. PFLÜGL.	CARLO PUGLIESI.
BELGIË :	LITHAUEN :
JULES BRUNET.	DOBKEVICIUS.
ARMAND JANSSEN.	Dr. P. KARVELIS.
BRAZILIË :	LUXEMBURG :
J. A. BARBOZA CARNEIRO.	CH. VERMAIRE.
BRITSCH RIJK :	FRANSCH PROTECTORAAT VAN MAROKKO :
H. LLEWELLYN SMITH.	P. SERRA.
ZUID-AFRIKAANSCH E UNIE :	PORTUGAL :
H. LLEWELLYN SMITH.	A. M. BARTHOLOMEO FERREIRA.
CHILI :	KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN
JORGE BUCHANAN.	EN SLOVENEN :
	RADMILO BOUYDITCH.
EGYPTE :	Dr. VALDEMAR LOUNATCHEK.
T. C. MACAULAY.	SIAM :
A. ABDEL KHALEK.	PHYA SANPAKITCH PREECHA.
SPANJE :	ZWITSERLAND :
EMILIO DE PALACIOS.	HÆUSERMANN.
	E. LEUTÉ.
FINLAND :	REGENTSCHAP VAN TUNIS
NILLO MANNIO.	(FRANSCH PROTECTORAAT) :
URHO TOIVOLA.	ODE.
FRANKRIJK :	URUGUAY :
ERNEST BOLLEY.	E. BUERO.

**PROTOCOL VAN DE INTERNATIONALE OVEREENKOMST
VOOR DE VEREENVOUDIGING DER DOUANEFORMALITEITEN.**

Op het oogenblik dat zij overgaan tot de ondertekening der Overeenkomst voor de vereenvoudiging der douaneformaliteiten, gesloten op datum van heden, zijn de behoorlijk gevolmachtigde ondergeteekenden overeengekomen aangaande hetgeen volgt :

1. Het is verstaan dat de verplichtingen die, voor de verdragsluitende Staten, voortvloeien uit de hierboven bedoelde Overeenkomst, in geenen deele afbreuk doen aan diegene welke zij aangegaan hebben of in de toekomst zullen kunnen aangaan, in overeenkomst met internationale verdragen of schikkingen die voor doel hebben de gezondheid der menschen, dieren of planten te vrijwaren (inzonderheid de internationale Overeenkomst betreffende de opium), of bestemd zijn om de openbare zedelijkheid te verdedigen of de internationale veiligheid als voorwerp hebben.

2. Wat betreft de toepassing van artikel 3, bindt de door Canada ondertekende verbintenis slechts de Bondsregering zonder de Regeringen der Provinciën te verbinden, die krachtens de Canadeesche grondwet de macht hebben om den invoer van sommige voortbrengselen, op hun grondgebied, te verbieden of te beperken.

3. Wat betreft de toepassing van artikels 4 en 5, maakt de toetreding van Brazilië en van Canada de Bondsregering dezer Staten in zake uitvoer slechts verantwoordelijk in de mate waarin de tarief- of reglementaire beschikkingen, bedoeld in vermelde artikelen, door gezegde Regering zelf genomen worden, zonder dat zij eenige verantwoordelijkheid op zich kan nemen wat betreft de beschikkingen van denzelfden aard genomen door de Staten of Provinciën krachtens rechten die de Grondwet van het land hun toekent.

4. Wat betreft de toepassing van artikel 4 en van de tweede alinea van artikel 5, sluit de verbintenis ondertekend door Duitschland niet de verplichting in zich sommige geringe taxen, welke dit land int of sommige bijzondere formaliteiten die het toepast, bekend te maken, welke taxen en formaliteiten niet door Duitschland zelf voorgeschreven zijn maar ingesteld zijn door de een of andere der Verbonden Staten of door de eene of andere plaatselijke overheid.

5. Voor de toepassing van artikel 11, erkennen de Verdragsluitende Staten dat de door hen vastgestelde regels minimumwaarborgen uitmaken, welke door al de Verdragsluitende Staten zullen kunnen gevorderd worden, maar waardoor geenszins de uitbreiding of de aanpassing van gezegde regels wordt belet in tweezijdige of andere Overeenkomsten, die door gezegde Staten vrijwillig onder elkander zouden gesloten worden.

6. De Regeeringen van Spanje, Finland, Polen en Portugal, gezien de bijzondere omstandigheden waarin zij zich bevinden, hebben verklaard dat zij zich het recht voorbehouden, bij de bekrachtiging artikel 10 uit te zonderen, en dat zij niet zullen gebonden zijn gezegd artikel toe te passen dan na een tijdruimte van vijf jaar te rekenen van heden.

Eene gelijkkluidende verklaring werd afgelegd door de Regeeringen van Spanje, Griekenland en Portugal wat betreft het 8º van artikel 11 der Overeenkomst en door de Regeeringen van Spanje en Portugal ten opzichte van het 3º van hetzelfde artikel. De Poolsche Regeering heeft dezelfde verklaring afgelegd betreffende de toepassing van het geheel van dit artikel, met uitzondering der paragrafen 1, 2, 4, 5, 7 en 9, welke voorschriften zij zich verbindt na te leven dadelijk na het in werking treden, wat haar betreft, van gezegde Overeenkomst.

De andere verdragsluitende Staten nemen de aldus geuite voorbehoudingen aan maar verklaren dat zij zelf niet zullen gebonden zijn tegenover de Staten die gezegde voorbehoudingen gemaakt hebben, wat het voorwerp dezer laatste betreft, dan wanneer de bepalingen waarvan sprake werkelijk door gezegde Staten toegepast zullen zijn.

De uitzonderingen welke later door andere regeeringen zouden geformuleerd worden op het oogenblik hunner bekrachtiging of hunner toetreding, wat betreft artikel 10, artikel 11 of bijzondere bepalingen van deze artikels, zullen aangenomen worden, voor den duur voorzien in de eerste alinea en in de voorwaarden vermeld in de bovenstaande derde alinea, indien de Raad van den Volkenbond er aldus over beslist, na raadpleging van het technisch organisme voorzien in artikel 22 der Overeenkomst.

Dit Protocol zal in kracht, waarde en duur gelijkstaan met de Overeenkomst gesloten op datum van heden, waarvan het moet beschouwd worden als deel uitmakend.

Ter oorkonde waarvan, bovengenoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst geteekend hebben.

Gedaan te Geneve, den derden November negentien honderd drie-en-twintig, in een enkel exemplaar dat in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond zal berusten; gelijkvormige afschriften zullen aan al de ter Conferentie vertegenwoordigde Staten overhandigd worden.

DUITSCHLAND :
WILLY ERNST.

OOSTENRIJK :
E. PFLÜGL.

BELGIË :
JULES BRUNET.
ARMAND JANSSEN.

BRAZILIË :
J. A. BARBOZA CARNEIRO.

BRITSCH E RIJK :
H. LLEWELLYN SMITH.

ZUID-APRIKAANSCH E UNIE :
H. LLEWELLYN SMITH.

CHILI :
JORGE BUCHANAN.

EGYPTIE :
T. C. MACAULAY.
A. ABDEL KHALEK.

SPANJE :
EMILIO DE PALACIOS.

FINLAND :
NILS MANNIO.
URHO TOIVOLA.

FRANKRIJK :
ERNEST BOLLEY.

GRIEKENLAND :
V. COLOCOTRONIS.
D. CAPSALI.

ITALIE :
CARLO PUGLIESI.

LITHAÛEN :
DOBKEVICIUS.
Dr. P. KARVELIS.

LUXEMBURG :
CH. VERMAIRE.

FRANSCH PROTECTORAAT VAN MAROKKO :
P. SERRA.

PORTUGAL :
A. M. BARTHOLOMEO FERREIRA.

KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN
EN SLOVENEN :
RADMILO BOUYDITCH.
Dr. VALDEMAR LOUNATCHEK.

SIAM :
Phya SANPAKITCH PREECHA.

ZWITSERLAND :
HAEUSERMANN.
E. LEUTÉ.

REGENTSCHAP VAN TUNIS
(FRANSCH PROTECTORAAT) :
ODE.

URUGUAY :
E. BUERO.
